



À ÉGALITÉ !

IL EST TEMPS DE METTRE
FIN AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES

RÉSUMÉ



OXFAM

MESSAGES DE SOUTIEN

KOFI ANNAN

Président de l’Africa Progress Panel, ancien Secrétaire général des Nations unies et lauréat du prix Nobel de la paix

Le décalage qui se creuse entre les riches et les pauvres a atteint un point de non-retour. Nous pouvons le laisser s’enraciner davantage, compromettant ainsi les efforts que nous déployons pour réduire la pauvreté, ou nous pouvons impulser dès maintenant des changements concrets pour inverser la tendance. Ce précieux rapport d’Oxfam explore les problèmes engendrés par les inégalités extrêmes et les choix politiques qui s’offrent aux gouvernements pour construire un monde plus juste, avec des opportunités égales pour nous tous. Ce rapport est un appel à l’action pour l’intérêt commun. Nous devons y répondre.

PROFESSEUR JOSEPH STIGLITZ

Université de Columbia, lauréat du prix Nobel d’économie

Les inégalités extrêmes de revenus et d’actifs que nous constatons dans le monde d’aujourd’hui nuisent à nos économies, nos sociétés et diminuent l’impact de nos politiques. Pendant que nous devrions tous nous en inquiéter, ce sont bien entendu les plus pauvres qui en souffrent le plus, pâtissant non seulement d’inégalités criantes, mais aussi d’un manque d’opportunités égales. Le rapport d’Oxfam tombe à pic pour nous rappeler que tout effort visant véritablement à mettre un terme à la pauvreté doit se confronter aux choix politiques publics qui créent et entretiennent les inégalités.

NAWAL EL SAADAWI

Écrivaine et militante égyptienne

Le rapport d’Oxfam révèle un nouveau défi pour le monde capitaliste patriarcal et son soi-disant marché libre. Nous devons nous battre ensemble, à l’échelle internationale comme à l’échelle locale, pour construire un nouveau monde fondé sur une véritable égalité entre les gens, quels que soient leur sexe, leur classe, leur religion, leur race, leur nationalité et leur identité.

ANDREW HALDANE

Économiste en chef de la Banque d’Angleterre

Lorsque Oxfam nous a annoncé en janvier 2014 que les 85 personnes les plus riches au monde détenaient autant que la moitié la plus pauvre de l’humanité, l’organisation a fait vibrer la fibre morale chez la plupart d’entre nous. Exhaustif, ce rapport va désormais au-delà des statistiques pour explorer la relation fondamentale entre les inégalités et la pauvreté grandissante. Il présente également certaines solutions. En mettant en avant le problème des inégalités, Oxfam ne parle pas uniquement des intérêts des personnes les plus pauvres, mais bien de l’intérêt commun : des preuves de plus en plus nombreuses montrent que les inégalités extrêmes nuisent, durablement et significativement, à la stabilité du système financier et à la croissance économique. Elles retardent le développement du capital humain, social et physique nécessaire pour augmenter le niveau de vie et améliorer le bien-être. Les décideurs et responsables politiques commencent à en prendre conscience. Nous avons le devoir, moral, économique et social, d’élaborer des mesures politiques publiques visant à résoudre les inégalités croissantes. Le rapport d’Oxfam est un tremplin précieux pour atteindre cet objectif.

JEFFREY SACHS

Directeur de l'Earth Institute à l'Université de Columbia

Oxfam l'a refait : lancer un appel à l'action puissant pour lutter contre la tendance croissante des inégalités dans le monde entier. Et son rapport arrive juste à temps, alors que les gouvernements s'apprêtent à adopter les objectifs pour le développement durable (ODD) en 2015. Le développement durable est synonyme d'une prospérité économique inclusive et durable sur le plan environnemental. Pourtant, une part trop importante de la croissance actuelle n'est ni inclusive ni durable. Les riches s'enrichissent pendant que les pauvres et la planète en paient le prix. Oxfam explique comment nous pouvons et devons changer les choses : une fiscalité plus juste, la fin des paradis fiscaux et du secret fiscal, un accès égalitaire des riches et des pauvres aux services de base, notamment la santé et l'éducation, et la rupture du cercle vicieux de la richesse et du pouvoir en vertu duquel les riches manipulent nos politiques afin de s'enrichir davantage. Oxfam établit une ligne directrice claire pour l'avenir. Nous devrions tous nous rallier à la cause de la croissance inclusive et durable, intégrée au cœur des ODD de l'an prochain.

JAY NAIDOO

Président du Conseil d'administration et président du Conseil de partenariat de la Global Alliance for Improved Nutrition

Tous ceux qui s'intéressent à notre avenir commun devraient lire ce rapport. Les inégalités grandissantes sont devenues la principale menace à la paix dans le monde et, de fait, à la survie de l'espèce humaine. La concentration croissante des richesses dans les mains d'une petite minorité a aggravé les crises écologiques et économiques, qui, à leur tour, ont entraîné une escalade de la violence aux quatre coins de notre planète en feu.

ROSA PAVANELLI

Secrétaire générale, Public Services International

Les réponses apportées par Oxfam sont simples, intelligentes et tout à fait réalistes. Ce qui empêche leur mise en œuvre et le véritable changement n'est qu'un manque de volonté politique. Notre travail, c'est de faire entendre ce cri pour le changement. D'agir de toute urgence. D'exposer sans cesse les injustices et d'en demander leur fin. Agissons dès maintenant.

KATE PICKETT ET

RICHARD WILKINSON

Co-auteurs de *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*

Ce rapport est la première étape pour amender des politiques qui ont enrichi la minorité au détriment de la majorité. C'est une lecture essentielle pour tous les gouvernements, les décideurs politiques et tous ceux qui ne veulent plus sacrifier le bien-être public au bénéfice des 1 % les plus riches de la population.

HA-JOON CHANG

Économiste à l'Université de Cambridge

À égalité ! est, à ce jour, la publication qui résume le mieux les raisons pour lesquelles la réduction des inégalités est essentielle au développement mondial. L'énorme fossé qui existe entre les démunis et les nantis est mauvais par nature et s'avère une source de gaspillage humain et économique inutile. Je vous invite vivement à le lire et à vous unir à la campagne internationale pour un monde plus juste.

À ÉGALITÉ !

IL EST TEMPS DE METTRE
FIN AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES

RÉSUMÉ

À ÉGALITÉ!



OXFAM

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé et coordonné par Emma Seery et Ana Caistor Arendar, avec les contributions pour différents chapitres de Ceri Averill, Nick Galasso, Caroline Green, Duncan Green, Max Lawson, Catherine Olier, Susana Ruiz et Rachel Wilshaw.

De nombreux collègues ont également apporté leur contribution et aidé à la rédaction de ce rapport. Nous tenons à remercier tout particulièrement Gregory Adams, Ed Cairns, Rosa María Cañete, Teresa Caverro, Katharina Down, Sarah Dransfield, Kate Geary, Jessica Hamer, Deborah Hardoon, Mohga Kamal-Yanni, Didier Jacobs, Roberto Machado, Katie Malouf, Araddhya Mehtta, Pooven Moodley, Jessica Moore, Robbie Silverman, Katherine Trebeck, Daria Ukhova, Katy Wright et Andrew Yarrow.

Oxfam remercie également les personnes suivantes pour leur collaboration lors de la première ébauche du rapport, ainsi que pour leur aide et précieux commentaires : Andrew Berg (FMI), Laurence Chandy (The Brookings Institution), Professeure Diane Elson, Chris Giles (Financial Times), Professeure Kathleen Lahey, Professeure Kate Pickett, Michael Sandel (auteur de l'ouvrage «*What Money Can't Buy: The Moral Limits of Market*», Harvard), Olivier de Schutter (conseiller honoraire pour Oxfam), Mark Thomas (PA Consulting Services), Kevin Watkins (Overseas Development Institute).

La production du rapport a été gérée par Jonathan Mazliah. Le texte a été révisé par Mark Fried et Jane Garton. Design par Soapbox.

Le rapport a été traduit de l'anglais par Cécile Joffrin et eXcelLingua (Jérôme Richard et Pierre Le Grand), et révisé par Leila Bodeux, Samira Daoud, Catherine Olier, Barbara Scottu et Cécile Unternaehrer avec la participation de François Kergoat.

Couverture :

Un homme poussant son vélo chargé de pastèques passe devant un panneau publicitaire d'*Oman Air*, faisant la promotion de ses prestations en première classe, Népal (2013).

Photo : Panos/GMB AKASH



AVANT-PROPOS

L'humanité a réalisé de formidables progrès lors des dernières décennies, en Afrique comme dans le monde entier. Mais ces progrès sont aujourd'hui menacés par un fléau : l'accroissement rapide des inégalités.

Ce rapport d'Oxfam dresse un portrait saisissant et actuel des inégalités croissantes, qui caractérisent aujourd'hui la plupart des pays d'Afrique et du monde entier. Sept personnes sur dix vivent dans des pays où les inégalités se développent rapidement, et les personnes en haut de la pyramide laissent le reste de la population en marge.

Nous devons impérativement nous attaquer aujourd'hui au fossé qui sépare les personnes les plus riches des plus pauvres ainsi qu'aux répercussions de ce fossé sur les autres inégalités omniprésentes entre les hommes et les femmes et entre les différentes races, rendant la vie insoutenable pour les personnes en bas de la pyramide. Trop d'enfants nés aujourd'hui sont d'ores et déjà pris en otage en raison de leur sexe, de leur race ou des faibles revenus de leurs parents.

La bonne nouvelle c'est que les inégalités croissantes ne sont pas une fatalité. Nous pouvons y remédier. Le présent rapport expose de nombreux exemples de succès dont nous pouvons nous inspirer. J'espère que de nombreux représentants gouvernementaux, dirigeants d'entreprises, organisations de la société civile, et institutions bilatérales et multilatérales étudieront ce rapport, se pencheront sur ses recommandations et adopteront des mesures durables pour faire face à l'explosion des inégalités.

S.E. GRAÇA MACHEL

Fondatrice, Graça Machel Trust



AVANT-PROPOS

J'ai combattu les inégalités toute ma vie. Là où j'ai grandi, en Ouganda, ma famille possédait bien peu, mais nous étions parmi les plus riches du village. Ma meilleure amie et moi allions ensemble à l'école, tous les jours. J'avais une paire de chaussures, elle marchait pieds nus. Je ne comprenais alors pas pourquoi et ne le sais pas plus maintenant. Les inégalités doivent être combattues, pas à pas.

La plupart des pays les plus pauvres ont fait d'importants progrès dans la lutte contre la pauvreté ; des progrès que j'ai pu constater de mes propres yeux lorsque je me suis rendue dans les endroits les plus difficiles au monde. Toutefois, ces progrès sont menacés par la hausse des inégalités. L'argent, le pouvoir et les opportunités sont concentrés dans les mains d'une minorité, aux frais de la majorité.

Un enfant né dans une famille riche, même dans les pays les plus pauvres, fréquentera la meilleure école et recevra des soins d'une qualité optimale s'il ou elle tombe malade. Parallèlement, les familles pauvres se verront arracher leurs enfants, touchés par des maladies facilement évitables, car elles n'ont pas l'argent nécessaire pour payer le traitement. La réalité est celle-ci : dans le monde entier, les personnes les plus riches peuvent mener une vie plus longue, plus heureuse et en meilleure santé et utiliser leurs richesses pour faire en sorte que leurs enfants le puissent à leur tour.

Les inégalités persistant entre hommes et femmes ne font qu'exacerber ces différences. Partout où j'ai voyagé avec Oxfam et dès que je reviens en Ouganda, j'en vois les preuves. La moitié de toutes les femmes d'Afrique subsaharienne accouchent seules et dans des conditions dangereuses. Aucune de ces femmes n'est en bonne santé. Le faible statut accordé aux femmes a pour conséquence la négligence de la santé maternelle dans les affectations budgétaires, ainsi que le manque de ressources et de personnel dans les hôpitaux et établissements publics. Parallèlement, dans ces mêmes pays, les femmes, sœurs et filles des familles les plus riches et les plus puissantes accouchent dans des cliniques privées, prises en charge par des médecins et sages-femmes formés à ces fins.

Ceci ne peut plus durer. Notre capacité à nous faire entendre et à nous exprimer sur la manière dont nos sociétés sont dirigées est menacée par la concentration des richesses dans les mains d'une minorité. Les plus riches peuvent utiliser leur pouvoir financier et l'influence qui va avec pour faire pencher les lois et choix politiques en leur faveur, renforçant ainsi leur position. Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, l'argent confère pouvoir et privilèges à certains au détriment des droits de la majorité.

Les peuples ont été laissés pour compte pendant trop longtemps ; un fait qui a déjà déclenché des manifestations populaires et suscité l'indignation dans le monde entier. De l'indignation car les gouvernements élus représentent les intérêts de la minorité puissante et négligent la responsabilité qui leur revient d'assurer un avenir décent à chacun. De l'indignation encore car les banques et banquiers, dont l'imprudance a mené à la crise financière, ont fait faillite, alors que les plus pauvres devaient en payer les frais. De l'indignation enfin, car les grandes entreprises peuvent échapper aux impôts et s'en tirer en versant des salaires de misère.

Bon nombre d'entre vous se demanderont si nous pouvons agir pour changer les choses. La réponse est un « oui » ferme et définitif. Les inégalités ne sont pas une fatalité. Elles sont le fruit de choix politiques. Ce rapport tente d'explorer les choix et actions politiques qui peuvent les renverser : de la gratuité des services publics de santé et d'éducation qui aident l'ensemble des citoyens et citoyennes, tout en veillant à ce que les personnes pauvres ne soient pas laissées à la marge, aux salaires décents qui mettent un terme à la pauvreté, en passant par des impôts progressifs de manière à ce que les riches paient leur juste part et des espaces d'expression protégés où les gens peuvent faire entendre leur voix et s'exprimer sur les sociétés dans lesquelles ils vivent.

Oxfam est solidaire de toutes les personnes qui exigent un monde plus égalitaire et la fin des inégalités extrêmes.

WINNIE BYANYIMA

Directrice générale, Oxfam

INTRODUCTION

Nthabiseng est née dans une famille noire pauvre à Limpopo, une zone rurale d'Afrique du Sud. Le même jour, Pieter naissait non loin de là, dans une riche banlieue du Cap. La mère de Nthabiseng n'a jamais été scolarisée et son père est sans emploi, alors que les parents de Pieter ont tous deux fréquenté l'université de Stellenbosch et occupent des postes bien rémunérés.

Par conséquent, les chances de Nthabiseng et de Pieter dans la vie diffèrent considérablement. La probabilité que Nthabiseng décède pendant sa première année de vie est une fois et demie supérieure à celle que Pieter décède au même âge¹. Ce dernier est susceptible de vivre 15 années de plus que Nthabiseng².

Pieter ira à l'école pendant 12 ans en moyenne et fréquentera très probablement l'université, alors que Nthabiseng aura de la chance si elle est scolarisée ne serait-ce qu'un an³. Elle sera privée de ressources élémentaires telles que des toilettes propres, de l'eau propre ou des soins de santé décentes⁴. Si Nthabiseng a des enfants, il est très probable qu'ils deviennent des adultes tout aussi pauvres⁵.

Alors qu'il est impossible pour Nthabiseng et Pieter de choisir leur lieu de naissance, leur sexe ou le niveau de richesse et d'éducation de leurs parents, les gouvernements peuvent décider d'intervenir afin d'offrir les mêmes chances à tous. Sans action délibérée cependant, cette injustice se perpétuera dans le monde entier.

Cette réflexion est issue du « World Development Report » publié par la Banque mondiale en 2006. Oxfam a mis à jour les données relatives aux chances de survie en Afrique du Sud⁶.

Du Ghana à l'Allemagne, de l'Afrique du Sud à l'Espagne, le fossé entre les riches et les pauvres se creuse rapidement et les inégalités économiques* atteignent des sommets. En Afrique du Sud, elles excèdent aujourd'hui celles déplorées à la fin de l'apartheid⁷.

Les conséquences sont corrosives pour tous. Les inégalités extrêmes corrompent la politique, freinent la croissance économique et entravent la mobilité sociale. Elles alimentent le crime et même des conflits violents. Elles dilapident les talents, anéantissent le potentiel et minent les bases de nos sociétés.

* Les inégalités sont pluridimensionnelles et peuvent être raciales, sexuelles, géographiques et économiques, et très souvent interconnectées. Le présent rapport traite principalement de la concentration des ressources financières et des richesses dans les mains d'une minorité, ce qui peut influencer sur les processus politiques, sociaux et culturels au détriment des plus vulnérables. En tant que tel, dans ce rapport, nous utilisons le terme « inégalités » pour désigner des inégalités économiques extrêmes de richesses et de revenus. Lorsque nous faisons référence aux différentes dimensions des inégalités, nous le mentionnons explicitement.

Surtout, l'augmentation rapide des inégalités économiques extrêmes fait obstacle à l'éradication de la pauvreté à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, des centaines de millions de personnes vivent sans avoir accès à de l'eau potable propre ni à des quantités de denrées alimentaires suffisantes pour nourrir leur famille. La plupart d'entre elles travaillent jusqu'à l'épuisement pour joindre péniblement les deux bouts. Nous pouvons améliorer la vie de la majorité si nous combattons l'extrême concentration de richesses et de pouvoirs aux mains des élites.

Les dizaines d'années d'expérience accumulées par Oxfam au sein des communautés les plus pauvres nous ont appris que la pauvreté et les inégalités ne sont ni inévitables ni accidentelles, mais qu'elles résultent de choix politiques délibérés. Il est possible de renverser les inégalités. Le monde a besoin d'une action concertée pour bâtir un système économique et politique plus juste qui valorise la majorité. Les règles et systèmes à l'origine de l'explosion actuelle des inégalités doivent changer. Il est indispensable d'agir de toute urgence pour aplanir les disparités en mettant en œuvre des politiques de redistribution de l'argent et du pouvoir des quelques privilégiés au plus grand nombre.

À l'aide de nouvelles recherches et de nouveaux exemples observés dans le monde entier, le présent rapport illustre la portée du problème des inégalités économiques extrêmes et révèle les multiples dangers qu'il pose pour les citoyens, où qu'ils se trouvent. Il identifie les deux puissantes forces motrices qui ont conduit à l'augmentation rapide des inégalités dans de nombreux pays : le capitalisme sauvage et la mainmise des élites sur le monde politique. Ce rapport met en avant quelques-unes des étapes concrètes qu'il est possible de suivre pour répondre à cette menace et présente des éléments qui prouvent que le changement est possible.

Les inégalités économiques extrêmes ont explosé dans le monde ces 30 dernières années, jusqu'à représenter l'un des plus grands défis économiques, sociaux et politiques de notre époque. Les éternelles inégalités fondées sur le sexe, la caste, la race et la religion (des injustices en elles-mêmes) sont exacerbées par le décalage qui se creuse entre les nantis et les démunis.

Alors qu'Oxfam lance sa campagne **À égalité !** au niveau mondial, nous nous unissons à un concert de voix diverses qui réunit des milliardaires, des leaders religieux et des directeurs et directrices d'institutions, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, ainsi que des syndicats, des mouvements sociaux, des organisations de femmes et des millions de personnes dans le monde. Ensemble, nous demandons aux dirigeants du monde entier d'agir pour mettre fin aux inégalités extrêmes avant qu'il ne soit trop tard.

UNE DISPARITÉ CROISSANTE ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES



Leonard Kufeketa, 39 ans, vend des brosse et des balais à Johannesburg, en Afrique du Sud (2014).
Photo : Zed Nelson.

Les tendances en matière de revenus et de richesses sont sans appel : le fossé entre les riches et les pauvres est aujourd’hui plus profond que jamais, et il continue de se creuser. Le pouvoir est de plus en plus concentré dans les mains de quelques élites.

Les inégalités entre les différents pays ont augmenté rapidement entre 1980 et 2002, jusqu’à atteindre un niveau très élevé⁹. Elles ont légèrement diminué depuis, en raison de la croissance dans les pays émergents, tout particulièrement en Chine. Toutefois, ce sont les inégalités au sein de chaque pays qui comptent le plus pour la population, lorsque les plus démunis peinent à joindre les deux bouts tandis que leurs voisins prospèrent. Or, ces inégalités augmentent rapidement dans la plupart des pays du monde. Sept personnes sur dix vivent dans un pays dans lequel l’écart entre les riches et les pauvres est plus grand qu’il y a 30 ans¹⁰. Par ailleurs, dans différents pays, une minorité riche se partage une part sans cesse plus importante des revenus nationaux¹¹.

À l’échelle mondiale, les inégalités de richesses sont encore plus marquées chez les particuliers. Oxfam a calculé qu’en 2014, les 85 plus grandes fortunes du monde détenaient autant que la moitié la plus pauvre de l’humanité¹². Entre mars 2013 et mars 2014, ces 85 personnes ont gagné 668 millions de dollars de plus par jour¹³. Si Bill Gates décidait de retirer la totalité de ses avoirs et dépensait 1 million de dollars par jour, il lui faudrait 218 ans pour venir à bout de sa fortune¹⁴. Mais en réalité, il ne se retrouverait jamais à court d’argent : même un modeste retour d’à peine moins de 2 % lui permettrait de percevoir 4,2 millions de dollars par jour uniquement en intérêts.

Depuis la crise financière, le nombre de milliardaires a plus que doublé et s’élève désormais à 1 645 personnes¹⁵. Par ailleurs, l’extrême richesse n’est pas uniquement l’affaire des pays riches. La plus grande fortune mondiale appartient au mexicain Carlos Slim, qui a dérobé la première place à Bill Gates en juillet 2014. On compte actuellement 16 milliardaires en Afrique subsaharienne, contre 358 millions de personnes vivant dans l’extrême pauvreté¹⁶. Dans le monde entier, des niveaux de richesse absurdes coexistent avec une pauvreté intolérable.

//

Il y existe bel et bien **une lutte des classes** depuis une vingtaine d’années, mais **c’est ma classe qui la gagne.**

WARREN BUFFET
QUATRIÈME FORTUNE MONDIALE⁸

//

Le bénéfice potentiel associé à la réduction de l'explosion des richesses, même minime, est également révélateur. Oxfam a calculé qu'un impôt de seulement 1,5 % sur la fortune des milliardaires du monde, si mis en place directement après la crise financière, aurait pu sauver 23 millions de vies dans les 49 pays les plus pauvres, en leur apportant les fonds nécessaires pour investir dans des soins de santé¹⁷. Le nombre de milliardaires et leur patrimoine cumulé a augmenté si rapidement qu'en 2014, un impôt de 1,5 % sur leur fortune pourrait combler les déficits annuels de financements nécessaires pour scolariser tous les enfants et fournir une couverture santé universelle dans les 49 pays les plus pauvres¹⁸.

Un certain niveau d'inégalités est inévitable pour rétribuer ceux qui ont du talent, des compétences, l'ambition d'innover et l'esprit d'entreprise. Toutefois, les extrémités atteintes actuellement en matière d'inégalités économiques nuisent à la croissance et aux progrès et ne permettent pas d'investir dans le potentiel de centaines de millions de personnes.

//

Les disparités extrêmes de revenus ralentissent le rythme de la réduction de la pauvreté et nuisent au développement d'une croissance économique générale.

KOFI ANNAN

RAPPORT 2012 SUR LES
PROGRÈS EN AFRIQUE¹⁹

//

UN IMPÔT DE SEULEMENT 1,5 % SUR LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES DANS LE MONDE, SI MIS EN PLACE DIRECTEMENT APRÈS LA CRISE FINANCIÈRE AURAIT PU SAUVER 23 MILLIONS DE VIES



LES INÉGALITÉS EXTRÊMES NUISENT À TOUS

Les inégalités extrêmes : un obstacle à la réduction de la pauvreté

L'augmentation rapide des inégalités économiques extrêmes restreint considérablement la lutte contre la pauvreté. Oxfam a démontré dans une nouvelle étude qu'au Kenya, en Indonésie et en Inde, des millions de personnes supplémentaires pourraient échapper à la pauvreté si les inégalités de revenus étaient réduites²⁰. Si l'Inde mettait un terme à l'augmentation des inégalités, elle pourrait mettre fin à l'extrême pauvreté de 90 millions de personnes en cinq ans seulement. Si le pays allait plus loin en réduisant les inégalités de 36 %, il pourrait éradiquer presque entièrement l'extrême pauvreté²¹. The Brookings Institution a également développé des scénarios révélant comment

les inégalités empêchent l'éradication de la pauvreté à l'échelle internationale. Selon un scénario où les inégalités seraient réduites, 463 millions de personnes supplémentaires pourraient échapper à la pauvreté par rapport à un scénario où les inégalités seraient accrues²².

Dans un pays, la répartition des revenus a des répercussions considérables sur les perspectives d'avenir de ses citoyens. Le Bangladesh et le Nigeria, par exemple, ont des revenus moyens similaires. Le Nigeria est seulement légèrement plus riche, mais il est bien moins égalitaire. Il en résulte qu'un enfant né au Nigeria est trois fois plus susceptible de mourir avant son cinquième anniversaire qu'un enfant né au Bangladesh²³.

Les dirigeants du monde entier débattent actuellement de nouveaux objectifs internationaux, en vue de l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2030. Toutefois, à moins de déterminer un objectif relatif aux inégalités économiques, leurs efforts sont voués à l'échec, et d'innombrables vies seront perdues.

Les inégalités extrêmes nuisent à une croissance économique bénéficiant à la majorité

Il est courant de présupposer que réduire les inégalités nuira à la croissance économique. En réalité, un solide corpus de données récentes démontre que les inégalités extrêmes sont néfastes pour la croissance²⁴. Dans les pays dans lesquels sévissent des inégalités économiques extrêmes, la croissance est de courte durée et la croissance à long terme est affaiblie²⁵. Les économistes du FMI ont récemment documenté la manière dont les inégalités économiques ont contribué à causer la crise financière internationale²⁶. L'argument de la « croissance » pour ne pas s'attaquer à la résolution des inégalités économiques ne tient clairement plus.

Les inégalités extrêmes atténuent également le potentiel de la croissance en matière de réduction de la pauvreté²⁷. Dans de nombreux pays, la croissance économique n'est déjà plus qu'une manne réservée aux plus riches de la société. Par exemple, en Zambie, le PIB par habitant a progressé en moyenne de 3 % par an entre 2004 et 2013, hissant la Zambie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de la Banque mondiale. Malgré cette croissance, la part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour est passée de 65 % en 2003 à 74 % en 2010²⁸. Des recherches d'Oxfam²⁹ et de la Banque mondiale³⁰ suggèrent que le problème des inégalités est le chaînon manquant expliquant comment un taux de croissance identique dans plusieurs pays peut engendrer différents taux de réduction de la pauvreté.

Les inégalités économiques aggravent les inégalités entre hommes et femmes

L'une des formes d'inégalités les plus omniprésentes, et les plus anciennes, est celle entre les femmes et les hommes. Il existe un lien étroit entre inégalités économiques et celles de genre.

Les hommes sont surreprésentés au sommet de la pyramide des revenus et détiennent la plupart des positions de pouvoir, en tant que ministres et chefs d'entreprise. Seules 23 chefs d'entreprise des sociétés du classement

//

L'effet de réduction de la pauvreté de la croissance... tend à décliner avec le niveau d'inégalité initial, comme avec la hausse des inégalités pendant le processus de croissance.

F. FERREIRA
ET M. RAVALLION³¹

//

« Fortune 500 » et trois des 30 plus grandes fortunes du monde sont des femmes. Parallèlement, les femmes constituent la vaste majorité des travailleurs à bas salaire et occupent une grande partie des emplois les plus précaires. Au Bangladesh par exemple, les femmes représentent près de 85 % de la main-d'œuvre dans l'industrie de la confection. Ces emplois, même s'ils sont souvent préférables pour les femmes que l'agriculture de subsistance, offrent une sécurité de l'emploi minimale et n'assurent pas toujours leur sécurité physique : la majorité des personnes ayant trouvé la mort dans l'effondrement de l'usine de confection du Rana Plaza en avril 2013 étaient des femmes.

Des études montrent que dans les sociétés les plus inégales d'un point de vue économique, les femmes qui suivent des études sont moins nombreuses, tout comme celles représentées dans les assemblées législatives, et les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes sont majorés³². Dans la plupart des pays, l'augmentation rapide des inégalités économiques représente un obstacle majeur à la promotion de l'égalité hommes-femmes.

Les inégalités économiques nourrissent les inégalités en matière de santé, d'éducation et de perspectives d'avenir

Le sexe, la caste, la race, la religion, l'origine ethnique et un ensemble d'autres critères assignés aux personnes dès leur naissance jouent un rôle significatif dans les distinctions entre nantis et démunis. Au Mexique, le taux de mortalité maternelle chez les femmes indigènes est six fois plus élevé que la moyenne nationale et atteint les niveaux de nombreux pays d'Afrique³³. En Australie, les Aborigènes et les insulaires du détroit de Torres sont affectés de manière disproportionnée par la pauvreté, le chômage, les maladies chroniques, le handicap. Ils ont une espérance de vie plus courte et des niveaux d'incarcération plus élevés.

Les inégalités économiques sont également à l'origine d'énormes différences en matière de perspectives d'avenir : les circonstances jouent en défaveur des personnes les plus pauvres lorsqu'il s'agit de l'éducation et de l'espérance de vie. Les dernières enquêtes nationales démographiques et sanitaires³⁴ ont montré comment la pauvreté interagit avec les inégalités économiques et les autres formes d'inégalités. On constate qu'elles forment des « pièges de désavantages » maintenant les plus pauvres et les plus marginalisés tout au bas de l'échelle.

Les 20 % les plus pauvres de la population éthiopienne sont trois fois plus susceptibles de manquer l'école que les 20 % les plus riches. Lorsque l'on prend en compte les répercussions des inégalités entre hommes et femmes s'ajoutant aux inégalités entre zones urbaines et rurales et aux inégalités économiques, l'écart entre les nantis et les démunis se creuse nettement. Les femmes les plus pauvres vivant en milieu rural sont près de six fois plus susceptibles que les hommes les plus riches vivant en zone urbaine de ne jamais être scolarisées³⁵. Sans un effort délibéré visant à réparer cette injustice, il en sera de même pour leurs filles et petites-filles.

<
Seulement 23

PDG des entreprises du
« Fortune 500 »
sont des femmes

>

Condamnés à rester pauvres de génération en génération

« Mes parents ne sont pas instruits. Ma mère n'est pas allée à l'école. Mon père a été scolarisé jusqu'à la fin du cycle primaire dans une école publique. Et il a compris l'importance d'aller à l'école, il m'a encouragé à travailler dur en classe. Je suis le premier de ma famille et de mon clan à poursuivre mon cursus dans l'enseignement secondaire public. Ensuite, j'ai suivi à l'université un cours de formation à l'enseignement avant de suivre une formation spécialisée dans le secteur des ONG, puis j'ai eu l'opportunité de poursuivre des études à l'étranger dans le secteur du développement.

D'après ce que j'ai compris, près de 75 % des admissions à l'université proviennent aujourd'hui des écoles privées. L'université est inaccessible pour le Malawien ordinaire. Je ne saurais en être certain, mais je crains que si je naissais aujourd'hui dans les mêmes circonstances, je resterais un pauvre agriculteur au village. »

John Makina, directeur pays pour Oxfam au Malawi

//

Si les Américains veulent vivre le **rêve américain**, ils devraient **aller au Danemark**.

RICHARD WILKINSON
CO-AUTEUR DE *THE SPIRIT LEVEL*³⁶

//

Nombreux sont ceux qui pensent qu'un certain degré d'inégalités économiques est acceptable à condition que ceux qui travaillent et étudient dur puissent réussir et s'enrichir. Cette idée est profondément enracinée dans les récits populaires et renforcée par des dizaines de films hollywoodiens, dont les histoires de « self-made men » continuent de nourrir le mythe du rêve américain dans le monde entier. Toutefois, dans les pays fortement inégalitaires, les enfants de familles riches succéderont à leurs parents dans la hiérarchie économique, et il en sera de même pour les enfants pauvres, indépendamment de leur potentiel ou de leur acharnement au travail.

Des chercheurs ont démontré que, dans les 21 pays sur lesquels des données sont disponibles, il existe une forte corrélation entre les inégalités extrêmes et le manque de mobilité sociale³⁸. Autrement dit, si vous êtes né(e) pauvre dans un pays très inégalitaire, vous mourrez très probablement pauvre et vos enfants et petits-enfants seront également pauvres. Au Pakistan par exemple, un garçon né en milieu rural d'une mère et d'un père faisant partie des 20 % les plus pauvres de la population a seulement 1,9 % de chance d'intégrer la tranche des 20 % les plus riches³⁹. Aux États-Unis, près de la moitié des enfants nés de parents pauvres toucheront des revenus faibles à l'âge adulte⁴⁰.

Dans le monde entier, les inégalités transforment en une mascarade les espoirs et ambitions de milliards de personnes très pauvres. Sans interventions politiques dans l'intérêt de la majorité, cette cascade de privilèges et de défavorisation se perpétuera pendant plusieurs générations.

Les inégalités menacent la société

Pour la troisième année consécutive, l'étude Global Risks du Forum économique mondial cite les « profondes disparités de revenus » parmi les risques majeurs pour le monde pour la décennie à venir⁴¹. Un corpus croissant de données probantes a également démontré que les inégalités économiques

//

Aucune société ne peut supporter ce genre **d'inégalités croissantes**. En réalité, dans l'histoire humaine, chaque fois que les richesses se sont accumulées de la sorte, **les fourches ont fini par sortir**.

NICK HANAUER
MILLIARDAIRE ET ENTREPRENEUR
AMÉRICAIN³⁷

//

sont associées à un éventail de problèmes sanitaires et sociaux, notamment les maladies mentales et les crimes violents⁴². Cela se vérifie dans les pays pauvres comme dans les pays riches et a des conséquences néfastes pour tous, quel que soit leur niveau de richesse⁴³. Les inégalités nuisent à tous.

Le taux d'homicides est près de quatre fois plus élevé dans les pays dans lesquels sévissent des inégalités économiques extrêmes que dans les nations plus égalitaires⁴⁴. L'Amérique latine, la région la plus inégalitaire et la plus sujette à l'insécurité au monde⁴⁵, illustre très clairement cette tendance⁴⁶. Elle compte 41 des 50 villes les plus dangereuses au monde⁴⁷ et a été le théâtre d'un million de meurtres entre 2000 et 2010⁴⁸. Les pays inégalitaires sont des lieux où il est dangereux de vivre.

La plupart des pays les plus inégalitaires sont également affectés par des conflits ou l'instabilité. Parallèlement à un ensemble de facteurs politiques, l'instabilité qui couvait en Syrie avant 2011 était en partie due aux inégalités croissantes, car la baisse des subventions gouvernementales et le recul de l'emploi dans le secteur public a davantage frappé certains groupes⁴⁹.

Même si vivre dans un pays inégalitaire est sans aucun doute néfaste pour tous, les personnes les plus pauvres sont celles qui en souffrent le plus. Elles sont peu protégées par la police ou les systèmes juridiques, occupent souvent des logements précaires et sont incapables de financer des mesures privées pour assurer leur sécurité. Lorsque des catastrophes frappent, les personnes privées de richesses et de pouvoir sont celles qui souffrent le plus et s'en remettent le plus difficilement.

L'instinct d'égalité

Des données probantes démontrent que, lors de tests, les personnes interrogées ont instinctivement l'impression que le bât blesse en cas de niveaux élevés d'inégalité.



Une femme passe devant deux policiers lourdement armés gardant l'entrée d'un grand magasin à Manhattan (2008).
Photo : Panos/Martin Roemers

Des recherches expérimentales viennent de prouver à quel point la justice est importante pour la plupart des gens, ce qui contredit l'hypothèse courante selon laquelle ils ont naturellement tendance à poursuivre leur intérêt personnel⁵⁰. Selon une étude menée dans six pays en 2013 (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis), la plupart des gens

//

Être riche et honoré dans
une société injuste est
une disgrâce.

MAHATMA GANDHI

//

considèrent que le fossé entre les plus riches et le reste de la société est trop grand. Aux États-Unis, 92 % des personnes interrogées ont indiqué préférer une plus grande égalité économique, en choisissant une meilleure distribution des revenus, similaire à celle en vigueur en Suède, et en rejetant une distribution représentant la réalité américaine⁵¹.

À travers le monde, les religions, la littérature, le folklore et la philosophie considèrent le fossé entre les riches et les pauvres comme quelque chose d'intrinsèquement injuste et immoral. Le fait que ce consensus soit si répandu dans les différentes cultures et sociétés suggère une préférence fondamentale pour la justice et l'équité.

Quelles sont les causes de l'explosion des inégalités ?

Nombreux sont ceux qui croient que les inégalités sont en quelque sorte inévitables, voire une conséquence nécessaire de la mondialisation et des progrès technologiques. Néanmoins, l'expérience de différents pays au fil de l'histoire a montré que, en réalité, des choix politiques et économiques délibérés ont conduit à des inégalités accrues. Il existe deux facteurs économiques et politiques qui expliquent en grande partie les inégalités extrêmes observées aujourd'hui : le capitalisme sauvage et la mainmise des élites économiques sur le pouvoir.

Capitalisme sauvage : une recette des inégalités actuelles

Ces 300 dernières années, l'économie de marché a permis à des centaines de millions de personnes en Europe, en Amérique du Nord, et en Asie orientale de prospérer et de mener une vie digne. Toutefois, comme l'a démontré Thomas Piketty, économiste, dans *Le Capital au XXI^e siècle*, sans intervention du gouvernement, l'économie de marché a tendance à concentrer la richesse dans les mains d'une petite minorité, ce qui entraîne un accroissement des inégalités⁵³.

Malgré cela, ces dernières années, la pensée économique est restée dominée par un « capitalisme sauvage », qui insiste sur le fait qu'une croissance économique durable n'est possible qu'en réduisant les interventions des États et en laissant les marchés livrés à eux-mêmes. Toutefois, ceci nuit à la régulation et aux politiques fiscales nécessaires pour maîtriser les inégalités.

L'histoire récente regorge d'enseignements éclairants. Dans les années 1980 et 1990, des crises de la dette ont soumis plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et de l'ancien bloc soviétique à une douche froide de dérégulation, de réductions rapides de la dépense publique, de privatisation, de libéralisation financière et commerciale, de généreuses réductions d'impôts pour les entreprises et les riches particuliers, ainsi qu'à un « nivellement par le bas » visant à affaiblir les droits des travailleurs. Toutes ces mesures ont creusé les inégalités. En 2000, les inégalités en Amérique latine avaient atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré, la plupart des pays accusant une hausse des inégalités de revenus depuis deux décennies⁵⁵. On estime que la moitié de l'augmentation de la pauvreté durant cette période était due à la redistribution de la richesse en faveur des plus riches⁵⁶. En Russie, les inégalités de revenus ont presque doublé en 20 ans depuis 1991, après les réformes économiques centrées sur la libéralisation et la dérégulation⁵⁷.

//

L'un des **défauts du capitalisme sauvage** est qu'il n'accorde aucune attention à la répartition des revenus ou la notion d'une **société bonne ou juste**.

JOSEPH STIGLITZ⁵²

//

//

Tout comme n'importe quelle **révolution mange ses enfants, le capitalisme sauvage peut dévorer le capital social** essentiel au dynamisme à long terme du capitalisme lui-même.

MARK CARNEY
GOUVERNEUR DE LA BANQUE
D'ANGLETERRE⁵⁴

//

Les femmes sont les plus touchées par le capitalisme sauvage. Elles sont les plus pénalisées par l'affaiblissement de la réglementation du travail, par exemple le retrait du congé maternité rémunéré et des droits associés aux jours fériés payés, ou lors de la détérioration des services publics, qui s'ajoutent à leur fardeau déjà lourd et non rémunéré de « prendre soin » de leur entourage. Par ailleurs, étant donné que les femmes et les enfants bénéficient plus largement des services publics, tels que les soins de santé ou l'éducation gratuite, ils sont plus fortement touchés lorsque ceux-ci sont réduits.

Malgré le fait que le capitalisme sauvage ait joué un rôle important dans la survenue de la crise économique internationale récente, il demeure l'idéologie dominante à l'échelle mondiale et continue de creuser les inégalités. Il est au cœur des conditions imposées aux pays européens endettés, contraints à déréguler, privatiser et réduire l'aide sociale destinée aux plus pauvres, tout en réduisant les impôts pour les riches. Aucun remède aux inégalités ne sera mis au jour tant que les pays seront tenus d'avaloir cette pilule.

La mainmise des élites sur le monde politique et le pouvoir alimente les inégalités

L'influence et les intérêts des élites économiques et politiques renforcent depuis longtemps les inégalités. L'argent est un levier d'influence politique que les plus riches et puissants manœuvrent pour enraciner plus encore leur influence et leurs privilèges injustes. L'accès à la justice se monnaie bien souvent, de manière légale ou non, car le montant des frais de justice et le recours aux meilleurs avocats garantissent l'impunité des puissants. Les résultats sont évidents lorsque l'on regarde les politiques fiscales biaisées et les régimes réglementaires laxistes d'aujourd'hui, qui volent aux différents pays des revenus vitaux pour financer les services publics, qui encouragent la corruption et affaiblissent la capacité des États à lutter contre la pauvreté et les inégalités⁵⁸.

Les élites des pays riches comme des pays pauvres utilisent leur influence politique exacerbée pour gagner les faveurs du gouvernement, notamment des exemptions fiscales, des contrats publics favorables, des concessions foncières et des subventions, tout en faisant obstacle aux politiques susceptibles de renforcer les droits de la majorité. Au Pakistan, le patrimoine net moyen des parlementaires s'élève à 900 000 dollars, mais peu d'entre eux paient des impôts⁵⁹. Cette situation mine les investissements dans différents secteurs, notamment l'éducation, les soins de santé et l'agriculture à l'échelle locale, qui peuvent jouer un rôle essentiel dans la réduction des inégalités et de la pauvreté.

Le lobby exercé par les riches entreprises pour modifier les règles en leur faveur intensifie la concentration du pouvoir et de l'argent dans les mains de la minorité. Les institutions financières versent plus de 120 millions d'euros par an à des armées de lobbyistes afin d'influer sur les politiques européennes et de servir leurs intérêts⁶⁰.

Une bonne partie des personnes les plus riches ont fait fortune grâce à des concessions gouvernementales exclusives et des vagues de privatisation ayant accompagné le capitalisme sauvage. Après la chute du communisme, les privatisations en Russie et en Ukraine ont transformé du jour au lendemain les

//

Nous pouvons établir la **démocratie** dans ce pays ou alors concentrer les **grandes richesses** aux mains de quelques-uns, **mais pas les deux à la fois.**

LOUIS D. BRANDEIS
ANCIEN JUGE DE LA COUR
SUPRÊME, ÉTATS-UNIS

//

proches du parti au pouvoir en milliardaires. Au Mexique, Carlos Slim a amassé ses milliards en accaparant les droits exclusifs sur le secteur des télécoms lors de sa privatisation dans les années 1990⁶¹.

Le capitalisme sauvage et la mainmise des élites sur le monde politique ont creusé les inégalités économiques et nuï aux règles et réglementations qui donnent aux personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, ainsi qu'aux femmes et aux filles, une chance raisonnable de s'en sortir.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE POUR METTRE UN TERME AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES ?

L'augmentation continue des inégalités économiques dans le monde entier à l'heure actuelle n'est pas inévitable : elle résulte de choix politiques délibérés. Les États peuvent commencer à réduire les inégalités en rejetant le capitalisme sauvage, en s'opposant aux intérêts particuliers des puissantes élites, en modifiant les règles et les systèmes à l'origine de l'explosion des inégalités à laquelle nous assistons actuellement et en agissant pour aplanir les disparités en mettant en œuvre des politiques de redistribution de l'argent et du pouvoir.

Nous employer à créer un monde plus égalitaire



Maria vit au Malawi, où elle travaille comme cueilleuse de thé. Son salaire est inférieur au seuil d'extrême pauvreté de 1,25 dollar par jour par ménage et elle peine à nourrir ses deux enfants, qui souffrent de malnutrition chronique. Mais les choses commencent à évoluer. En janvier 2014, le gouvernement malawien a augmenté le salaire minimum d'environ 24 %. Une coalition menée par l'Ethical Tea Partnership et Oxfam cherche de nouveaux moyens pour rendre le travail décent durable sur le long terme⁶³.

//

Sans interventions politiques délibérées, **un degré élevé d'inégalités a tendance à s'autoperpétuer**. Il entraîne le développement d'institutions politiques et économiques qui servent à maintenir les **privilèges politiques, économiques et sociaux des élites**.

INSTITUT DE RECHERCHE
DES NATIONS UNIES POUR LE
DÉVELOPPEMENT SOCIAL⁶²

//

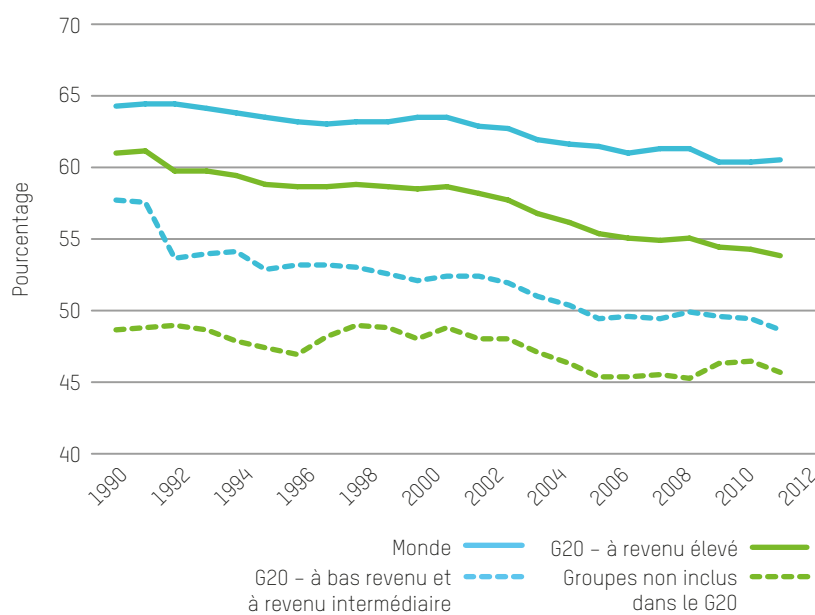
Cueillette du thé à Mulanje, au sud du Malawi (2009).
Photo : Abbie Traylor-Smith

La voie du repli : le choix de l'immobilisme

Les revenus du travail déterminent le statut économique et les opportunités futures de la plupart des personnes⁶⁴. Toutefois, peu importe l'ardeur de leur tâche au travail, la majeure partie des personnes les plus pauvres du monde n'arrivent pas à s'en sortir et beaucoup trop d'entre elles souffrent de l'ignominie de salaires de misère. Parallèlement, les personnes les plus riches touchent des salaires élevés, qui augmentent rapidement, ainsi que des primes et d'importants revenus dérivés de la richesse et du capital qu'ils ont accumulés. C'est la recette idéale pour exacerber les inégalités économiques.

Depuis 1990, les revenus du travail constituent une part décroissante du PIB dans tous les pays (à faible revenu, à revenu intermédiaire et à haut revenu). Dans le monde entier, les travailleurs ordinaires ramènent chez eux une part du gâteau de plus en plus maigre, alors que les personnes qui dominent la pyramide en accumulent toujours plus⁶⁵.

FIGURE 1 : Part des revenus du travail dans le PIB dans le monde et par groupes



En 2014, les 100 dirigeants d'entreprises les mieux payés du Royaume-Uni gagnaient 131 fois plus que leur salarié moyen⁶⁶. Pourtant, seulement 15 de ces entreprises se sont engagées à accorder un salaire décent à leur personnel⁶⁷. En Afrique du Sud, un ouvrier d'une mine de platine devrait travailler pendant 93 ans ne serait-ce que pour gagner le bonus annuel moyen d'un PDG⁶⁸. Parallèlement, la Confédération syndicale internationale estime que 40 % des travailleurs sont englués dans le secteur informel, où aucun salaire minimum n'est garanti et où les droits des travailleurs sont ignorés⁶⁹.

Dans ses recherches, Oxfam a mis en évidence l'existence de salaires de misère et d'emplois précaires dans des pays à revenu intermédiaire comme le Vietnam, le Kenya et l'Inde, et des salaires sous le seuil d'extrême pauvreté au Malawi, malgré l'existence de minimums légaux⁷⁰. La vaste majorité des

travailleurs des pays en développement rêvent de salaires suffisants. Les femmes perçoivent des salaires encore inférieurs à ceux de leurs homologues masculins. Au rythme auquel l'écart salarial entre les hommes et les femmes se réduit, il faudra 75 ans pour que le principe « À travail égal, salaire égal » devienne réalité⁷¹.

Les syndicats offrent aux travailleurs une meilleure chance de gagner un salaire décent. Les négociations collectives menées par les syndicats aboutissent généralement à une augmentation des salaires de 20 % et tirent les salaires du marché vers le haut⁷². Toutefois, de nombreux pays en développement n'ont pas une forte expérience en matière de syndicalisme, et dans de nombreuses régions le droit d'organisation des travailleurs est réprimé.

La voie de l'ouverture : un autre chemin est possible

Certains pays renversent la tendance sur les salaires, le travail décent et le droit du travail. Au Brésil, le salaire minimum a augmenté de près de 50 % en valeur absolue entre 1995 et 2011, contribuant ainsi à un déclin simultané de la pauvreté et des inégalités⁷³. Certains pays, comme l'Équateur⁷⁴ et la Chine⁷⁵, ont également délibérément augmenté les salaires.

Les entreprises et coopératives avant-gardistes agissent également pour limiter les salaires des dirigeants. Par exemple au Brésil, SEMCO SA emploie plus de 3 000 personnes dans divers secteurs industriels et accorde un coefficient salarial de 10:1⁷⁶. En Allemagne, la commission sur la gouvernance a proposé de plafonner la rémunération des dirigeants de toutes les entreprises publiques allemandes, admettant que l'indignation publique face à la rémunération excessive des dirigeants avait influé sur sa proposition.

Fiscalité et investissements pour uniformiser les règles du jeu



Bernarda Paniagua Santana dans son commerce à Villa Eloisa de las Cañitas, en République dominicaine (2014).
Photo : Pablo Tosco/Oxfam

Bernarda Paniagua vit à Villa Eloisa de las Cañitas, l'un des endroits les plus pauvres et les moins bien desservis de la République dominicaine, où elle vend du fromage pour gagner sa vie.

Victor Rojas vit dans l'une des zones les plus prospères du pays et dirige une entreprise prestigieuse. Pourtant, Bernarda consacre une plus grande part de ses revenus en impôts indirects que Victor.

Les habitants du quartier de Victor peuvent offrir la meilleure éducation possible à leurs enfants, afin de leur permettre de décrocher un bon emploi et de leur dessiner un avenir prospère. Les perspectives des enfants de Bernarda ne sont pas aussi réjouissantes. Sa fille aînée, Karynely, ne peut pas continuer ses études ni trouver un bon emploi, car elle n'a pas les compétences nécessaires en informatique, son ancienne école n'étant pas équipée d'ordinateurs.

Le système fiscal est l'un des outils les plus importants à disposition des États pour lutter contre les inégalités. Des données compilées dans 40 pays attestent du potentiel d'une fiscalité progressive et d'investissements redistributifs pour réduire les inégalités de revenus provoquées par le marché⁷⁷.

La voie du repli : le grand échec fiscal

Les systèmes fiscaux des pays en développement, où les dépenses publiques et la redistribution sont tout particulièrement essentielles, ont malheureusement tendance à être les plus régressifs⁷⁹ et les moins à même d'exploiter leur potentiel d'augmentation des recettes. D'après Oxfam, si les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (hors Chine) comblaient la moitié de leur manque à gagner fiscal, ils pourraient récupérer au total près de 1 000 milliards de dollars⁸⁰. Toutefois, en raison de l'influence disproportionnée des entreprises et particuliers fortunés et d'un manque intentionnel de coordination et de transparence internationales sur le plan fiscal, les systèmes fiscaux sont incapables de remédier à la pauvreté et aux inégalités.

//

Aucun homme politique ne parle pour nous. Il ne s'agit plus uniquement du prix des tickets de bus. Nous payons des impôts élevés et nous sommes un pays riche, mais **cette situation ne se reflète pas dans nos écoles, dans nos hôpitaux ni sur nos routes.**

JAMAIME SCHMITT
MANIFESTANT BRÉSILIEN⁷⁸

//

Le nivellement par le bas en matière de perception des impôts sur les sociétés constitue une grande part du problème. Des organisations multilatérales et des institutions financières ont encouragé les pays en développement à proposer des mesures fiscales incitatives (dispenses fiscales, exemptions d'impôts et zones franches) afin d'attirer les investissements directs étrangers. Ces mesures incitatives ont monté en flèche, sapant l'assiette fiscale dans certains des pays les plus pauvres. En 2008-2009, par exemple, le montant des exonérations fiscales accordées par le gouvernement rwandais aurait permis, s'il avait été perçu, de doubler le budget de la santé et de l'éducation⁸¹.

Les gouvernements bien intentionnés du monde entier sont souvent paralysés par des règles fiscales internationales biaisées et par un manque de coordination. Aucun État à lui seul ne peut empêcher les grandes entreprises de tirer parti d'une coopération fiscale internationale défaillante. Les grandes entreprises peuvent recourir à des armées de comptables spécialisés pour réduire leurs impôts, ce qui leur donne un avantage injuste sur les petites entreprises. Les pratiques d'évasion fiscale (à hauteur de plusieurs milliards de dollars) de multinationales comme Apple⁸² et Starbucks⁸³ ont été mises en lumière, conduisant à une pression publique sans précédent en faveur d'une réforme du système.

Les particuliers les plus riches sont également capables de tirer parti des mêmes échappatoires et du secret fiscal. En 2013, Oxfam a estimé que le monde perdait 156 milliards de dollars de recettes fiscales en raison des pratiques de particuliers fortunés, qui dissimulent leurs actifs dans des paradis fiscaux⁸⁴. Warren Buffet a, dans une déclaration devenue célèbre, commenté l'injustice d'un système qui lui permettait de payer moins d'impôts que sa secrétaire.

Les citoyens ordinaires des pays riches comme des pays pauvres sont pénalisés par l'évasion fiscale. Pourtant, les paradis fiscaux sont volontairement structurés afin de faciliter ces pratiques. Ils offrent le secret fiscal, ainsi que des taux d'imposition bas. Ils ne requièrent par ailleurs aucune véritable activité commerciale pour l'enregistrement d'une entreprise ou d'un compte bancaire. L'immeuble Uglad House, dans les îles Caïmans, est un excellent exemple de cette triche fiscale flagrante. Comptant 18 857 entreprises domiciliées en son sein, il a fait l'objet d'un célèbre commentaire de la part de Barack Obama qui l'a appelé « soit le plus grand immeuble du monde, soit la plus grande escroquerie fiscale jamais observée »⁸⁵. Les paradis fiscaux permettent de nombreuses escroqueries qui affectent les pays en développement, notamment avec la manipulation des prix de transfert ; pour le Bangladesh, ces pratiques sont à l'origine d'un manque à gagner annuel en impôts sur les sociétés de 310 millions de dollars d'impôts sur les sociétés. Cette somme suffirait à financer près de 20 % du budget consacré à l'enseignement primaire dans un pays où il n'y a qu'un seul enseignant pour 75 élèves⁸⁶.

La voie de l'ouverture : l'espoir d'un avenir plus juste

Certains pays suivent la voie de l'ouverture et adoptent actuellement des politiques fiscales visant à lutter contre les inégalités. Après l'élection d'un nouveau président au Sénégal en 2012, le pays a adopté un nouveau code fiscal afin de percevoir plus des recettes auprès des entreprises et particuliers fortunés pour financer les services publics⁸⁷.

Le consensus international est également en mutation. Malgré les limites du processus de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires⁸⁹, le fait que le G8, le G20 et l'OCDE aient porté cette question à l'ordre du jour en 2013 témoigne d'un consensus clair quant à la nécessité d'une réforme radicale du système fiscal international. Le FMI réétudie actuellement la manière dont les multinationales sont imposées et, dans un rapport récent, a reconnu qu'il est nécessaire de transférer la base d'imposition vers les pays en développement⁹⁰. L'organisation réfléchit également à un « système de taxation unitaire au niveau mondial » visant à garantir que les entreprises soient imposées dans les pays où elles ont leurs activités économiques réelles⁹¹. Les processus menés par l'OCDE, les États-Unis et l'Union européenne améliorent la transparence fiscale et l'échange automatique d'informations fiscales entre les différents pays, contribuant ainsi à lever le voile sur le secret qui facilite l'évasion fiscale.

Dix pays de l'UE ont, par ailleurs, accepté de collaborer pour établir une taxe sur les transactions financières, qui pourrait rapporter jusqu'à 37 milliards d'euros par an⁹². La mise en place d'un impôt sur la fortune est actuellement débattue dans certains pays et la discussion à propos d'un impôt international sur la fortune a été ravivée par les recommandations de Thomas Piketty dans *Le Capital au XXI^e siècle*, objet de toutes les attentions aussi bien dans l'opinion publique comme chez les politiques.

Oxfam a calculé qu'aujourd'hui, un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires du monde pourrait rapporter 74 milliards de dollars. Cette somme suffirait à combler les déficits annuels de financement nécessaires pour scolariser tous les enfants et fournir une couverture santé universelle dans les 49 pays les plus pauvres⁹³.

Néanmoins, les intérêts en place opposés à la réforme sont très puissants. Il existe un véritable risque que les lacunes en matière de gouvernance fiscale internationale ne soient pas comblées, laissant les entreprises et particuliers les plus riches libres de continuer à tirer parti des échappatoires pour éviter de payer leur juste part.

Santé et éducation : des leviers puissants pour lutter contre les inégalités



Hamida Cyimana, 6 ans, effectue des additions sur un tableau, à Kigali au Rwanda (2012).
Photo : Simon Rawles/Oxfam

//

La manière dont les personnes sont imposées, qui est soumis à l'impôt et la nature de ce qui est imposé en dit plus sur une société que quoi que ce soit d'autre.

CHARLES ADAMS⁸⁸

//

//

Je suis allée à l'hôpital pour être opérée de la cataracte. On m'a dit que cela me coûterait 7 000 livres égyptiennes. Je n'en avais que 7, j'ai donc décidé de devenir aveugle.

UNE FEMME DE 60 ANS, VIVANT DANS UN VILLAGE RECLÉ EN ÉGYPTÉ

//

Babena Bawa était agriculteur au Ghana, dans le district de Wa East, une région dépourvue d'hôpitaux et de médecins qualifiés et ne comptant qu'un infirmier ou une infirmière pour 10 000 personnes. En mai 2014, Babena a succombé à la morsure d'un serpent, car les centres médicaux locaux n'avaient pas stocké l'antivenin qui aurait pu lui sauver la vie. En revanche, l'année précédente, Nana Akufo-Addo, candidat à la présidence du Ghana, a pu s'envoler vers Londres pour recevoir un traitement spécialisé alors qu'il souffrait de troubles cardiaques.

Construire des centres de santé et des salles de classe et distribuer des médicaments ainsi qu'avoir du personnel médical permettrait de combler le décalage en matière de chances dans la vie et de donner à la population les outils nécessaires pour défier les règles qui perpétuent les inégalités économiques. L'accès gratuit aux soins de santé et à l'éducation n'est pas uniquement un droit de l'homme, il atténue également les pires répercussions de la distribution biaisée des revenus et des richesses.

Entre 2000 et 2007, les « revenus virtuels » fournis par les services publics ont réduit les inégalités de revenus de 20 % en moyenne au sein de l'OCDE⁹⁴. Dans cinq pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Mexique et Uruguay), les revenus virtuels que représentent les services de santé et d'éducation ont, à eux seuls, permis une réduction des inégalités de l'ordre de 10 à 20 %⁹⁵. L'éducation a joué un rôle clé dans la réduction des inégalités au Brésil⁹⁶ et a contribué au maintien de faibles niveaux d'inégalités de revenus en République de Corée⁹⁷.

La voie du repli : frais, privatisation et médicaments pour une poignée de privilégiés

L'emprise des intérêts particuliers et des mauvais choix politiques (plus spécialement les paiements des soins de santé et de l'éducation par les usagers, ainsi que la privatisation des services publics), peut accroître les inégalités. Malheureusement, de trop nombreux pays souffrent de ces politiques de repli.

Lorsque les services publics ne sont pas gratuits à la source, des millions de femmes et d'hommes sont exclus de tout accès aux soins de santé et à l'éducation. Pendant de nombreuses années, la Banque mondiale a encouragé les paiements par les usagers ; une erreur qui, de l'aveu de son président, a été motivée par des choix idéologiques. Pourtant, malgré les torts qu'ils causent, les paiements par les usagers persistent. Chaque année, 100 millions de personnes dans le monde tombent dans la pauvreté, car elles doivent payer leurs soins de santé de leur propre poche⁹⁸. Au Ghana, les familles les plus pauvres utiliseront 40 % des revenus de leur ménage pour envoyer un seul de leurs enfants dans une école à bas coût du réseau Omega⁹⁹. Les femmes et les filles sont les plus touchées par la facturation des services publics aux usagers.

De grosses sommes d'argent, qui pourraient être investies dans la prestation de services remédiant aux inégalités, sont non perçues par les allègements fiscaux ou déviées vers les partenariats public-privé (PPP). En Inde, de

nombreuses cliniques privées ont bénéficié d'incitations fiscales afin de prendre en charge les patients pauvres, mais n'ont pas honoré leurs engagements¹⁰⁰. Au Lesotho, le Queen Mamohato Memorial Hospital de Maseru, la capitale, fonctionne dans le cadre d'un PPP qui engloutit actuellement la moitié du budget de la santé par le gouvernement. Et ces coûts devraient encore augmenter. Cette situation épuise les budgets des services de santé en zone rurale, ceux-là mêmes qui sont utilisés par les personnes les plus pauvres, ce qui creuse encore le fossé entre les riches et les pauvres¹⁰¹.

Alors même que cela creuse indéniablement les inégalités, les gouvernements des pays riches et les bailleurs de fonds internationaux, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et la Banque mondiale, plaident en faveur d'une plus grande implication du secteur privé dans la prestation de services¹⁰². Mais le secteur privé est hors d'atteinte et sans importance pour les personnes les plus pauvres. Il peut également saper le soutien que les plus riches apportent aux services publics, en créant un système à deux vitesses, au sein duquel ils peuvent se désengager des services publics, et ils deviennent ainsi réticents à les financer par le biais des impôts. Dans trois pays asiatiques (Sri Lanka, Malaisie et Hong Kong) qui ont atteint ou presque atteint l'objectif de couverture santé universelle (CSU), les personnes les plus pauvres n'ont presque pas recours aux services de santé privés¹⁰³. Ces derniers bénéficient aux plus riches plutôt qu'à ceux en ayant le plus besoin, ce qui creuse encore les inégalités.

Les règles internationales nuisent également aux politiques nationales. Les clauses relatives à la propriété intellectuelle des accords internationaux actuels en matière de commerce et d'investissement augmentent le coût des médicaments de telle manière que seuls les plus riches ont les moyens de payer le traitement. Les 180 millions de personnes infectées par l'hépatite C en subissent les conséquences, car ni les patients ni les gouvernements des pays en développement n'ont les moyens de payer des frais médicaux qui s'élèvent à 1 000 dollars par jour, du fait de ces règles¹⁰⁴.

La voie de l'ouverture : reconquérir l'intérêt public

Il existe néanmoins de bons exemples dans le monde entier de la manière dont l'extension des services publics peut réduire les inégalités.

La dynamique croissante autour de la CSU pourrait améliorer l'accès aux soins de santé et faire reculer les inégalités. Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, a clairement expliqué que la CSU est essentielle pour lutter contre les inégalités, en déclarant qu'elle est « l'élément indispensable à la réalisation des objectifs mondiaux [de la Banque mondiale] visant à éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et à stimuler une prospérité partagée »¹⁰⁵. Les économies émergentes, telles que la Chine, la Thaïlande, l'Afrique du Sud et le Mexique, augmentent rapidement les investissements publics dans les soins de santé, et de nombreux pays à faible revenu ont réduit les inégalités en introduisant des politiques de gratuité des soins de santé et en les finançant par des politiques fiscales collectives. La première année, le système de couverture universelle thaïlandais a divisé par deux les dépenses en soins de santé des plus pauvres, tout en réduisant les taux de mortalité infantile et maternelle¹⁰⁶.

Par ailleurs, certaines tentatives de grandes entreprises pharmaceutiques pour bloquer l'accès à des médicaments abordables ont été déjouées. Les

//

Nous ne recevions que quatre ou cinq femmes sur le point d'accoucher par mois, alors que nous en voyons actuellement plus d'une vingtaine. Auparavant, se rendre à la clinique s'avérait très coûteux, mais **désormais les femmes peuvent accoucher ici gratuitement**, en toute sécurité, et n'ont plus besoin d'attendre que leur mari leur donne l'argent nécessaire à cette fin.

SAGE-FEMME, SURKHET, NÉPAL

//

patients leucémiques peuvent à présent prendre des génériques du traitement anticancéreux Glivec®/Gleevec® pour seulement 175 dollars par mois, soit près de 15 fois moins que les 2 600 dollars facturés par Novartis, grâce au refus de la Cour suprême indienne d'accorder un brevet à la compagnie pharmaceutique pour ce médicament¹⁰⁷.

Depuis le mouvement Éducation pour tous et l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement en 2000, le monde a connu des avancées impressionnantes dans le domaine de l'enseignement primaire, qui ont permis à des dizaines de millions d'enfants pauvres d'aller à l'école pour la première fois. En Ouganda, les inscriptions ont augmenté de 73 % en un an seulement (passant de 3,1 millions à 5,3 millions) suite à la suppression des frais de scolarité¹⁰⁸.

Il est désormais primordial d'améliorer la qualité de l'enseignement proposé grâce à des investissements adaptés pour des enseignants qualifiés, ainsi que des locaux et des équipements afin de tirer profit de ces avancées prometteuses, tout comme le sont les politiques visant à scolariser les enfants les plus marginalisés qui risquent d'être laissés pour compte. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, des exemples positifs existent. Le Brésil a par exemple adopté des réformes qui soutiennent l'accès à un enseignement de qualité et consacrent davantage de dépenses à l'éducation des enfants pauvres, notamment au sein des communautés indigènes et noires, ce qui a permis à ce pays de réduire les inégalités d'accès à l'éducation depuis le milieu des années 1990¹⁰⁹. Par conséquent, le nombre moyen d'années passées à l'école par les 20 % d'enfants les plus pauvres est passé de quatre à huit ans¹¹⁰.

La fiscalité et l'aide internationale prévisible et à long terme sont essentielles pour permettre aux pays les plus pauvres d'augmenter leurs investissements dans les services de santé et d'éducation qui réduisent les inégalités. Elles peuvent également contribuer à prévenir la mainmise sur le monde politique qui concentre les richesses dans les mains des élites. Au Rwanda, par exemple, l'appui budgétaire a permis au gouvernement de supprimer les frais de scolarité et de traiter davantage de personnes séropositives et malades du sida¹¹¹. Les États-Unis cherchent à verser l'aide en priorité aux conseils de district des régions pauvres du Ghana et à aider les agriculteurs à demander des comptes aux responsables de l'élaboration des politiques.

Briser les chaînes de la peur

Tiziwenji Tembo a 75 ans. Elle vit dans le district de Katete, en Zambie. Jusqu'à récemment, elle n'avait pas de revenus réguliers ; elle et ses petits-enfants manquaient souvent de nourriture. La vie de Tiziwenji a été transformée lorsque de nouvelles mesures de protection sociale lui ont permis de commencer à percevoir régulièrement une pension de 12 dollars par mois¹¹².

La protection sociale consiste en des versements d'argent ou des avantages en nature (allocations familiales, retraites et protection chômage, par exemple), qui permettent aux citoyens de mener une vie digne, sans être tétanisés par la peur, même dans les moments les plus difficiles. Ces filets

de sécurité symbolisent une société solidaire, prête à se mobiliser pour venir en aide aux plus vulnérables. Comme les soins de santé et l'éducation, la protection sociale garantie une sorte de revenu pour ceux qui en ont le plus besoin, contrecarrant ainsi la distribution biaisée des revenus et atténuant les effets des inégalités.

Toutefois, des chiffres récents montrent que plus de 70 % de la population mondiale risquent de passer à travers les mailles du filet, car ils ne sont pas bien couverts par la protection sociale¹¹³. Même dans les pays les plus pauvres, tout indique que les régimes de base de protection sociale sont abordables¹¹⁴, et des pays comme le Brésil et la Chine affichent des revenus par habitant similaires aux revenus européens au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les systèmes universels de sécurité sociale y furent mis en place. La protection sociale universelle est indispensable pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte ni pénalisé, faute d'être arrivé assez haut sur l'échelle économique.

Atteindre l'égalité économique pour les femmes

Les mauvais choix économiques risquent d'affecter principalement les femmes et le fait de ne pas prendre en compte les femmes et les filles dans l'élaboration des politiques peut conduire les États à amplifier involontairement les inégalités entre hommes et femmes.

En Chine, des politiques probantes de création d'emplois pour les femmes ont été contrebalancées par un recul du soutien de l'État et des employeurs pour la garde d'enfants et la prise en charge des personnes âgées, ce qui a eu pour effet d'augmenter la charge de travail non rémunéré des femmes¹¹⁵. D'après des recherches menées sur les répercussions de l'austérité en Europe¹¹⁶, les mères de jeunes enfants avaient encore moins de chances de trouver un emploi après la crise financière, et elles étaient plus susceptibles d'attribuer leur manque d'emploi à des réductions des services de garde¹¹⁷. Une récente étude menée au Ghana a également démontré que les impôts indirects appliqués sur le kérosène, utilisé pour cuisiner dans les ménages à faible revenu, sont principalement payés par les femmes¹¹⁸.

Des politiques bien pensées peuvent promouvoir l'égalité économique des femmes



Bin Deshwari et Girijar présentent leur ONG Samarpan Jan Kalayan Samiti à Konch, dans l'Uttar Pradesh, en Inde (2007).
Photo : Rajendra Shaw/Oxfam

La plupart des politiques réduisant les inégalités économiques, notamment la gratuité des services publics ou un salaire minimum, réduisent également les inégalités entre hommes et femmes. En Afrique du Sud, le Child Support Grant, une nouvelle allocation pour enfant à charge destinée aux principaux aidants des jeunes enfants dans les foyers pauvres, bénéficie davantage que les mesures précédentes aux femmes pauvres, noires et vivant en zone rurale, car l'État a examiné attentivement les répercussions de cette politique sur les femmes et les hommes¹²⁰. Au Québec, un programme de majoration des aides d'État a permis à environ 70 000 mères supplémentaires d'aller travailler, et l'augmentation des revenus fiscaux collectés auprès de ces femmes est supérieure aux coûts du programme¹²¹. Les États doivent mettre en œuvre des politiques économiques visant à combler le fossé entre les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les riches et les pauvres.

Le pouvoir du peuple : à l'assaut des 1 %

Pour combattre efficacement les inégalités économiques galopantes, il faut contraindre les États à écouter le peuple et non les ploutocrates. Comme l'Histoire nous l'a montré, cela n'est possible qu'en cas de mobilisation publique. La bonne nouvelle est que, malgré la domination des élites fortunées sur les politiques et la répression citoyenne sévissant dans de nombreux pays, les peuples du monde entier exigent un changement. Dans leur majorité, les centaines de milliers de personnes descendues dans les rues lors des récentes manifestations voulaient exprimer leur colère vis-à-vis de l'insuffisance des services et du manque de tribune pour se faire entendre¹²². Les sondages d'opinion confirment ce sentiment de mécontentement dans le monde entier¹²³.

Au Chili, pays le plus inégalitaire de l'OCDE¹²⁴, les mobilisations populaires de 2011 ont tout d'abord été déclenchées par un mécontentement au sujet des frais de scolarité et se sont ensuite étendues pour englober également des préoccupations concernant les grands écarts de richesse et l'influence des grandes entreprises¹²⁵. Une coalition d'étudiants et de syndicats a mobilisé 600 000 personnes lors d'une grève de deux jours pour exiger des réformes. Les élections organisées fin 2013 ont instauré un nouveau gouvernement incluant des membres clés du mouvement protestataire, engagés à réduire les inégalités et à réformer l'enseignement public¹²⁶.

Début 2010, une série de manifestations populaires contre la proposition de renflouement massif des trois principales banques commerciales d'Islande a contraint le gouvernement nouvellement élu (qui s'était engagé à préserver les groupes à faible revenu et à revenu intermédiaire des pires répercussions de la crise financière) à organiser un référendum sur la question. 93 % des Islandais ont rejeté la proposition de faire payer le prix de la banqueroute au peuple plutôt qu'aux banques. Cette décision a entraîné la rédaction collaborative d'une nouvelle constitution, approuvée en 2012, avec de nouvelles dispositions relatives à l'égalité, la liberté d'information, le droit d'organiser des référendums, l'environnement et la propriété foncière publique¹²⁷.

L'Histoire montre que la mainmise des élites peut être renversée par les actions des citoyens et la revendication soutenue de politiques progressives.

//

La population ne tolère pas la manière dont un petit nombre de groupes économiques tirent parti du système.

Économie de marché et société de marché sont deux choses bien distinctes.

Ce que nous demandons, par le biais d'une réforme de l'éducation, c'est que l'État assume un rôle différent.

CAMILA VALLEJO

VICE-PRÉSIDENTE DE LA
FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS DE
L'UNIVERSITÉ DU CHILI¹¹⁹

//

IL EST TEMPS D'AGIR POUR METTRE FIN AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES



Des femmes manifestent devant l'Assemblée constituante tunisienne, et réclament la parité dans la loi électorale, Tunisie (2014).
Photo : Serena Tramont/Oxfam

À l'heure actuelle, les inégalités extrêmes nuisent à tous. Elles ne permettent pas aux personnes les plus pauvres dans la société, qu'elles vivent en Afrique sub-saharienne ou dans le pays le plus riche du monde, de sortir de la pauvreté extrême et de vivre dans la dignité.

Oxfam appelle à une action concertée pour bâtir un système économique et politique plus juste qui valorise chaque citoyen. Les États, les institutions et les entreprises ont le devoir de lutter contre les inégalités. Ils doivent remédier aux facteurs qui sont à l'origine de leur explosion actuelle et mettre en œuvre des politiques de redistribution de l'argent et du pouvoir des quelques privilégiés au plus grand nombre.

1) Faire travailler les États pour les citoyens et lutter contre les inégalités extrêmes

L'intérêt public et la lutte contre les inégalités extrêmes doivent s'imposer comme les principes directeurs de l'ensemble des accords internationaux, ainsi que des politiques et stratégies nationales. Ils doivent aller de pair avec une gouvernance efficace qui représente la volonté du peuple, plutôt que les intérêts des grandes entreprises.

Engagements spécifiques : s'accorder pour que l'éradication des inégalités économiques extrêmes d'ici 2030 figure comme un des objectifs de l'agenda post-2015 ; créer des commissions nationales sur les inégalités ; divulguer les activités de lobbying sur la place publique ; promouvoir la liberté d'expression et de la presse.

2) Promouvoir l'égalité économique pour toutes et les droits des femmes

Les politiques économiques doivent s'attaquer simultanément aux inégalités économiques et aux discriminations fondées sur le genre.

Engagements spécifiques : dédommager le travail de soins non rémunéré ; mettre fin aux écarts salariaux entre hommes et femmes ; promouvoir l'égalité

des femmes en matière de succession et de droits fonciers ; collecter des données pour évaluer la manière dont les femmes et les filles sont touchées par les politiques économiques.

3) Verser aux travailleurs un salaire décent et combler le fossé avec les primes vertigineuses des dirigeants

Les entreprises enregistrent des bénéfiques records dans le monde et les systèmes de récompense des dirigeants sont démesurés, alors que trop de gens n'ont pas de travail ou des conditions de travail décentes. Cette situation doit changer.

Engagements spécifiques : passer de salaires minimum à des salaires décentes ; passer à un ratio maximum de un à vingt entre le plus haut salaire et le salaire médian ; promouvoir la transparence sur les salaires ; promouvoir les droits des travailleurs à se rassembler et à faire grève.

4) Partager équitablement la charge fiscale pour uniformiser les règles du jeu

Trop de richesses sont concentrées dans les mains d'une minorité. Les citoyens ordinaires sont soumis à une pression fiscale trop forte, tandis que les particuliers et les entreprises les plus riches en paient trop peu. Les États doivent agir de manière concertée pour rétablir l'équilibre.

Engagements spécifiques : transférer la charge fiscale du travail et de la consommation vers la richesse, le capital et les revenus tirés de ces actifs ; promouvoir la transparence sur les mesures fiscales incitatives ; adopter un impôt sur la fortune au niveau national et discuter d'un possible impôt international sur la fortune.

5) Supprimer les échappatoires fiscales internationales et combler les lacunes en matière de gouvernance fiscale

Le système économique actuel est conçu pour faciliter l'évasion fiscale des multinationales et des riches particuliers. Jusqu'à ce que les règles changent et jusqu'à ce qu'une gouvernance internationale plus juste sur les questions fiscales soit mise en place, l'évasion fiscale continuera d'épuiser les budgets publics et de saper la capacité des États à lutter contre les inégalités.

Engagements spécifiques : mener des réformes auxquelles les pays en développement participent à armes égales et établir un organisme de gouvernance internationale pour les questions fiscales ; créer un système de reporting pays par pays accessible au public ; créer des registres publics sur les bénéficiaires effectifs des entreprises et trusts ; promouvoir un échange automatique et multilatéral des informations fiscales, y compris avec les pays en développement même s'ils ne peuvent pas rendre la pareille ; arrêter de recourir aux paradis fiscaux, en établissant par exemple des listes noires et des sanctions ; imposer les entreprises là où elles ont leur véritable activité économique.

6) Rendre les services publics gratuits et universels d'ici 2020

La santé et l'éducation peuvent contribuer à combler le fossé entre les nantis et les démunis, mais des dépenses insuffisantes, la privatisation de ces services et les frais à la charge des patients, ainsi que les règles internationales font obstacle à ces progrès et doivent être revus.

Engagements spécifiques : supprimer les frais à la charge des patients ; respecter les engagements en matière de dépenses ; arrêter d'introduire de nouvelles subventions publiques ou de réviser les formules existantes pour la prestation de services de santé et d'éducation par des sociétés privées à but lucratif ; exclure les services publics et les médicaments des accords sur le commerce et l'investissement.

7) Modifier le système international de R&D et la tarification des médicaments, de manière à ce que l'ensemble de la population ait accès à des médicaments adaptés et abordables

Le fait de s'appuyer sur la propriété intellectuelle comme unique stimulus pour la R&D confère aux grandes industries pharmaceutiques le monopole en matière de fabrication et de tarification des médicaments. Cela creuse le fossé entre les riches et les pauvres et met des vies humaines en jeu. Les règles doivent évoluer.

Engagements spécifiques : s'entendre sur un traité international relatif à la R&D ; renforcer les investissements dans les médicaments, notamment dans des génériques abordables ; exclure les règles de propriété intellectuelle des accords commerciaux.

8) Mettre en place un socle de protection sociale universelle

La protection sociale réduit les inégalités et garantit l'existence d'un filet de sécurité pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces filets de sécurité doivent être universels et permanents.

Engagements spécifiques : proposer des services universels de garde d'enfant et de soin des personnes âgées ; garantir une sécurité de revenu de base par le biais d'allocations universelles pour les enfants, d'allocations chômage et autres retraites.

9) Cibler le financement du développement afin de réduire les inégalités et la pauvreté et de renforcer les relations entre les citoyens et leur gouvernement

Le financement du développement peut contribuer à la réduction des inégalités lorsqu'il est ciblé afin de soutenir les dépenses consacrées par les États aux biens publics. Il peut également renforcer la redevabilité des États envers leurs citoyens.

Engagements spécifiques : augmenter les investissements des bailleurs de fonds dans la gratuité des services publics et la mobilisation des ressources nationales ; évaluer l'efficacité des programmes selon qu'ils aident les citoyens à lutter contre les inégalités et à promouvoir une participation démocratique.

NOTES

1. D'après « Figure 4.4: Levels of infant mortality rate in 2007 by province », dans PNUD et Statistics South Africa, « MDG 4: Reduce Child Mortality », http://statssa.gov.za/nss/Goal_Reports/GOAL%204-REDUCE%20CHILD%20MORTALITY.pdf
2. National Planning Commission, « Divisive effects of institutionalised racism » et Banque mondiale (2006), « World Development Report 2006: Equity and Development », Groupe de la Banque mondiale, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IB/2005/09/20/000112742_20050920110826/Rendered/PDF/322040World0Development0Report02006.pdf
3. Statistics South Africa (2012), « Census 2011 », <http://statssa.gov.za/publications/P03014/P030142011.pdf>
4. B. Harris et al. (2011), « Inequities in access to health care in South Africa », Journal of Public Health Policy (2011) 32, S102–23, <http://palgrave-journals.com/jphp/journal/v32/n1s/ful/jphp201135a.html>
5. P. Piraino (2014), « Intergenerational earnings mobility and equality of opportunity in South Africa », Southern Africa Labour and Development Research Unit, Université du Cap, http://opensaldru.uct.ac.za/bitstream/handle/11090/696/2014_131_Saldrurwp.pdf?sequence=1
6. Banque mondiale (2006), op. cit.
7. Données Gini de la base de données de la Banque mondiale. Le coefficient de Gini pour l'Afrique du Sud était de 0,56 en 1995 et 0,63 en 2009, <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI>
8. Warren Buffett, dans une interview pour CNN, septembre 2011.
9. B. Milanovic (2009), « Global Inequality and the Global Inequality Extraction Ratio: The Story of the Past Two Centuries », document de travail de recherche sur les politiques 5044, Washington, D.C. : Banque mondiale, <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/1813-9450-5044>
10. Calculé d'après B. Milanovic (2013), « All the Ginis Dataset (Updated June 2013) », <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/0,,contentMDK:22301380-pagePK:64214825-piPK:64214943-theSitePK:469382,00.html>
11. F. Alvaredo, A. B. Atkinson, T. Piketty et E. Saez (2013), « The World Top Incomes Database », <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu>
12. Crédit Suisse (2013), « Global Wealth Report 2013 », Zurich : Crédit Suisse. <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/?fileID=BCDB1364-A105-0560-1332EC9100FF5C83> et Forbes, « The World's Billionaires », <http://forbes.com/billionaires/list> [dernière visite le 16 décembre 2013]. Lorsque Forbes a mis ces données à jour quelques mois plus tard, les riches étaient déjà devenus plus riches et seules les 66 plus grandes fortunes suffisaient à égaler la richesse des plus pauvres. Les disparités entre les riches et les pauvres se font de plus en plus évidentes. <http://forbes.com/sites/forbesinsights/2014/03/25/the-67-people-as-wealthy-as-the-worlds-poorest-3-5-billion>
13. Forbes (2014), « The World's Billionaires », op. cit. (dernières visites en mars 2013, mars 2014 et août 2014).
14. Forbes (2014), « The World's Billionaires: #2 Bill Gates », <http://forbes.com/profile/bill-gates> (dernière visite en août 2014).
15. Forbes (2014) « The World's Billionaires », <http://forbes.com/billionaires>
16. M. Nsehe (2014), « The African Billionaires 2014 », <http://forbes.com/sites/mfonobongnsehe/2014/03/04/the-african-billionaires-2014>; Calculs par Laurence Chandy et Homi Kharas, Brookings Institution. D'après des calculs PPA révisés datant du début de cette année, ce chiffre estime un seuil de pauvreté mondial à 1,55 dollar par jour (au cours du dollar en vigueur en 2005). <http://brookings.edu/blogs/up-front/posts/2014/05/05-data-extreme-poverty-chandy-kharas>
17. L'OMS a calculé que 224,5 milliards de dollars supplémentaires auraient permis à 49 pays à faible revenu d'accélérer significativement leurs progrès pour atteindre les OMD en matière de santé et que cela aurait pu sauver 22,8 millions de vies dans ces pays. 39 de ces 49 pays auraient pu atteindre la cible OMD 4 relative à la survie des enfants, et au moins 22 pays auraient pu atteindre leur cible OMD 5a relative à la mortalité maternelle. OMS (2010), « Constraints to Scaling Up the Health Millennium Development Goals: Costing and Financial Gap Analysis », Genève : Organisation mondiale de la Santé, http://who.int/choice/publications/d_ScalingUp_MDGs_WHO_finalreport.pdf Un impôt de 1,5 % sur la richesse des milliardaires du monde (appliqué à toutes les fortunes supérieures à 1 milliard de dollars) entre 2009 et 2014 aurait engendré 252 milliards de dollars de recettes. Calculs d'Oxfam basés sur les données Forbes (toutes les valeurs sont données au cours du dollar en vigueur en 2005).
18. Un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires en 2014 dégagerait 74 milliards de dollars de recettes, d'après les données sur les fortunes dans le monde compilées par Forbes (le 4 août 2014). L'UNESCO estime à 26 milliards de dollars le déficit annuel de financement d'une éducation de base universelle. Selon l'OMS, le déficit annuel de financement nécessaire à la fourniture de services de santé essentiels en 2015 (dont des interventions spécifiques telles que la santé maternelle, l'immunisation, pour des infections majeures telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et le renforcement significatif des systèmes de santé pour que ces services et autres interventions puissent avoir lieu) est de 37 milliards de dollars. Voir UNESCO (2014), « Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous » <http://unesco.org/new/en/education/themes/leading-the-international-agenda/efareport/reports/2013/2013-summary-epub-fr/#2> et OMS (2010), Op.cit.
19. Rapport 2012 sur les progrès en Afrique, « Emploi, Justice et Équité, Les opportunités à saisir en période de bouleversements économiques, politiques et sociaux », Suisse : Africa Progress Panel, p. 6, http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2013/08/2012_APR_Emploio_Justice_EquitA%CC%83%C2%A9_FR_LR.pdf

20. Pour obtenir les coefficients de Gini, les auteurs ont étudié le nombre de personnes pauvres recensées et les moyennes de revenus/consommation pour 2010. Ils ont alors déterminé quel coefficient de Gini est compatible avec ces deux chiffres si les revenus/la consommation sont répartis selon une loi log-normale dans le pays (c.-à-d. si log revenus/consommation suit une courbe en cloche). Coefficients de Gini obtenus : Inde (0,34), Indonésie (0,34) et Kenya (0,42). Pour les projections de PIB par habitant, les auteurs ont utilisé les chiffres PPA en dollars courants issus des Perspectives de l'économie mondiale (World Economic Outlook) du FMI datant d'avril 2014, ajustés pour les taux d'inflation américains de l'IPC en 2010-12. Pour les projections sur la pauvreté, les auteurs ont utilisé celles réalisées par la Brookings Institution, d'après la feuille de calcul Brookings « Country HC & HCR revisions - 05.14 », reçue le 21 juillet 2014 ; à l'exception du décompte pour la Chine, l'Inde et l'Indonésie, tiré du courriel de L. Chandy du 22 juillet 2014 ; moyenne 2010 issue de la feuille de calcul Brookings « Poverty means_2010 », reçue le 22 juillet 2014 ; facteurs de conversion issus de la croissance du PIB/habitant par rapport à la croissance moyenne de la consommation/des revenus tirée de L. Chandy, N. Ledlie et V. Penciakova (2013), op. cit., p. 17. Pour ces projections, les auteurs ont utilisé le seuil d'extrême pauvreté dans le monde fixé à 1,79 dollars en dollars de 2011 (1,55 dollars en dollars de 2005), étant donné l'ajustement prévu du seuil d'extrême pauvreté dans le monde (au-dessus de 1,25 dollars). La Brookings Institution est parvenue au chiffre de 1,79 dollars d'après les nouvelles données du Programmes de comparaison internationale des prix et la méthodologie de la Banque mondiale sur le seuil d'extrême pauvreté. Pour plus d'informations, voir : <http://brookings.edu/blogs/up-front/posts/2014/05/05-data-extreme-poverty-chandy-kharas>
21. Ibid.
22. D'après les calculs non publiés de L. Chandy, méthodologie identique à celle utilisée pour L. Chandy, N. Ledlie et V. Penciakova (2013), « The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty By 2030 », Washington, D.C. : The Brookings Institution, http://brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2013/04/ending%20extreme%20poverty%20chandy/The_Final_Countdown.pdf
23. Africa Progress Panel (2013), « Rapport 2013 sur les progrès en Afrique : Équité et Industries Extractives en Afrique, Pour une gestion au service de tous », Genève : Africa Progress Panel, http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2014/01/2013_APR_Equit%C3%A9_et_Industries_Extractives_en_Afrique_25062013_FR_HR.pdf
24. K. Deininger et L. Squire (1998), « New ways of looking at old issues: inequality and growth », *Journal of Development Economics*, 57(2):259-287 ; A. Alesina et D. Rodrik (1994), « Distributive Politics and Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics* 109(2):465-90 ; R. Benabou (1996), « Inequality and Growth », document de travail 96-22, C.V. Starr Center for Applied Economics, New York : New York University, <http://econ.as.nyu.edu/docs/i0/9383/RR96-22.PDF> ; A. Banerjee et E. Duflo (2003), « Inequality and Growth: What can the data say? », documents de travail du NBER, Cambridge : National Bureau of Economic Research, <http://nber.org/papers/w7793> ; J. Ostry, A. Berg et C. Tsangarides (2014), « Redistribution, Inequality and Growth », IMF staff discussion note, FMI, <http://imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf> ; Banque asiatique de développement (2014), « ADB's support for inclusive growth », Thematic Evaluation Study, ADB, <http://adb.org/documents/adbs-support-inclusive-growth>
25. Voir, par exemple, A. Berg et D. Ostry (2011), « Warning! Inequality May Be Hazardous to Your Growth », <http://blog-imfdirect.imf.org/2011/04/08/inequality-and-growth> ; T. Persson et G. Tabellini (1994), « Is Inequality Harmful for Growth? », *American Economic Review* 84(3): 600-621 ; A. Alesina et D. Rodrik (1994), « Distributive Politics and Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics* (1994) 109 (2): 465-90.
26. M. Kumhof et R. Rancière (2010); « Inequality, Leverage and Crises », Document de travail du FMI, FMI, <http://imf.org/external/pubs/ft/wp/2010/wp10268.pdf>
27. F. Ferreira et M. Ravallion (2008), « Global Poverty and Inequality: A review of the evidence », document de travail de recherche sur les politiques 4623, Washington, D. C. : Banque mondiale, Groupe de recherche sur le développement, Équipe pauvreté, <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-4623>
28. Données de la Banque mondiale, « Les indicateurs du développement dans le monde », <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
29. E. Stuart (2011), « Making Growth Inclusive », Oxford : Oxfam International, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/making-growth-inclusive-some-lessons-from-countries-and-the-literature-128736> ; R. Gower, C. Pearce et K. Raworth (2012), « Les laissés-pour-compte du G20 ? Comment l'inégalité et la dégradation de l'environnement menacent d'exclure les pauvres des avantages de la croissance économique », Oxford : Oxfam International http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/file_attachments/bp157-left-behind-by-the-g20-190112-en_4.pdf
30. F. Ferreira et M. Ravallion (2008), *Op.cit.*
31. Ibid.
32. R. Wilkinson et K. Pickett (2010), « The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone », Londres : Penguin, p.59.
33. E. Godoy (2010), « Millennium Goals Far Off for Mexico's Indigenous Population », Inter Press Service, 18 octobre, <http://ipsnews.net/2010/10/millennium-goals-far-off-for-mexicos-indigenous-population>
34. Programme d'enquêtes démographiques et sanitaires (EDS), <http://dhsprogram.com/Data>
35. Programme d'Enquêtes démographiques et sanitaires (2011), « Ethiopia: Standard DHS, 2011 », <http://dhsprogram.com/what-we-do/survey/survey-display-359.cfm>
36. R. Wilkinson (2011), « How economic inequality harms societies », conférence TED, http://ted.com/talks/richard_wilkinson
37. N. Hanauer (2014), « The Pitchforks are Coming... For Us Plutocrats », http://politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014.html#.U_S56Mvdvfy
38. M. Corak (2012), « Inequality from Generation to Generation: The United States in Comparison », <http://milesorak.files.wordpress.com/2012/01/inequality-from-generation-to-generation-the-united-states-in-comparison-v3.pdf>
39. S. A. Javed et M. Irfan (2012), « Intergenerational Mobility: Evidence from Pakistan Panel Household Survey », Islamabad : Institut pakistanais de l'économie du développement, p.13-14 <http://pide.org.pk/pdf/PSDPS/PSDPS%20Paper-5.pdf>
40. J. Stiglitz (2012), *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*, Penguin, p.23.

41. Forum économique mondial (2014), « Global Risks 2013 », Suisse : Forum économique mondial, p. 9, http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalRisks_Report_2014.pdf
42. S. V. Subramanian et I. Kawachi (2006), « Whose health is affected by income inequality? A multilevel interaction analysis of contemporaneous and lagged effects of state income inequality on individual self-rated health in the United States », *Health Place*, juin 2006 ;12(2):141–56.
43. R. Wilkinson et K. Pickett (2010), op. cit., p. 25. Les recherches de Wilkinson et Pickett se sont concentrées sur les pays de l'OCDE (qui regroupe des pays riches), mais la corrélation négative entre inégalités et bien-être social est la même dans les pays plus pauvres.
44. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) (2011), « Étude mondiale sur l'homicide », Vienne : ONUDD, http://unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/Homicide/B00K_Etude_mondiale_sur_lhomicide_2011_ebook.pdf
45. PNUD (2013), « Human Development Report for Latin America 2013–2014 », New York : PNUD, <http://latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/idh-regional>
46. J. Stiglitz (2012), op. cit., p. 105.
47. P. Engel, C. Sterbenz et G. Lubin (2013), « The 50 Most Violent Cities in the World », *Business Insider*, 27 novembre, <http://businessinsider.com/the-most-violent-cities-in-the-world-2013-11?op=1>
48. PNUD (2013), op. cit.
49. T. Dodge (2012), « After the Arab Spring: Power Shift in the Middle East? », *LSE Ideas*, <http://lse.ac.uk/IDEAS/publications/reports/SR011.aspx>
50. Latinobarometro (2013), « Latinobarómetro Report 2013 », <http://latinobarometro.org/latContents.jsp>
51. J. Stiglitz (2012), op. cit., p. 160.
52. Discours d'inauguration du 27e congrès international du CIRIEC à Séville, 22 au 24 septembre 2008, <https://sipa.columbia.edu/sites/default/files/j.1467-8292.2009.00389.x.pdf>
53. Pour en savoir plus à ce sujet, consulter : T. Piketty (2014), *Le Capital au XXIe siècle*, Paris : Le Seuil.
54. M. Carney (2014), « Inclusive Capitalism: Creating a sense of the systemic », discours prononcé par Mark Carney, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, lors de la Conférence sur le capitalisme inclusif, Londres, le 27 mai.
55. CNUCED (2012), « Rapport sur le commerce et le développement, 2012 », Genève : Organisation des Nations unies, p. V, http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdr2012_fr.pdf
56. K. Watkins (1998), « Economic Growth with Equity: Lessons from East Asia », Oxford : Oxfam, p. 75, <http://oxf.am/RHx>
57. D. Ukhova (2014), « After Equality: Inequality trends and policy responses in contemporary Russia », Oxford : Oxfam, <http://oxf.am/gML>
58. M. F. Davis (2012), « Occupy Wall Street and international human rights », School of Law Faculty Publications, document 191, <http://hdl.handle.net/2047/d20002577>
59. S. Tavernise (2010), « Pakistan's Elite Pay Few Taxes, Widening Gap », *New York Times*, http://nytimes.com/2010/07/19/world/asia/19taxes.html?pagewanted=all&_r=0
60. M. Wolf, K. Haar et O. Hoedeman (2014), « The Fire Power of the Financial Lobby: A Survey of the Size of the Financial Lobby at the EU level », Observatoire européen des entreprises, Chambre fédérale autrichienne du travail et Fédération syndicale autrichienne, http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/financial_lobby_report.pdf
61. Le quasi-monopole de Carlos Slim sur les services téléphoniques et Internet applique les tarifs parmi les plus élevés de l'OCDE, hors de portée des plus pauvres. OCDE (2012), « OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Mexico », publication de l'OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264060111-en>
62. UNRISD (2010), « Combattre la pauvreté et l'inégalité », Genève : Publications de l'UNRISD/des Nations Unies, <http://unrisd.org/publications/cpi>
63. IDH (2014), « Raising wages for tea industry workers », étude de cas, www.idhsustainabletrade.com/site/getfile.php?id=497
64. En plus des millions d'hommes et de femmes dont les moyens de subsistance sont liés à un salaire, environ 1,5 milliard de foyers dépendent d'une petite exploitation agricole ou d'une exploitation familiale (bergers, pêcheurs et autres petits producteurs de denrées alimentaires). Bien qu'Oxfam soutienne énormément les petits producteurs (voir par exemple : Oxfam (2011), « Cultiver un avenir meilleur : La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées », Oxfam, <http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/cr-growing-better-future-170611-fr.pdf>), le présent rapport traite des problèmes auxquels les personnes ayant un emploi rémunéré, mais touchant de faibles revenus sont confrontées.
65. J. Ghosh (2013), « A Brief Empirical Note of the Recent Behaviour of Factor Shares in National Income », *Global & Local Economic Review*, vol. 17(1), p. 146, http://gler.it/archivio/ISSUE/gler_17_1.pdf
66. High Pay Centre, <http://highpaycentre.org> (dernière visite en août 2014).
67. Living Wage Foundation, « Living Wage Employers », <http://livingwage.org.uk/employers>
68. P. De Wet (2014), « Mining strike: The bosses eat, but we are starving », *Mail & Guardian*, <http://mg.co.za/article/2014-05-15-mining-strike-the-bosses-eat-but-we-are-starving>
69. Confédération syndicale internationale (2014), « Frontlines Report », CSI, <http://ituc-csi.org/frontlines-report-february-2014-14549?lang=fr>
70. R. Wilshaw et al. (2013), « Labour Rights in Unilever's Supply Chain: From compliance to good practice », Oxford, Oxfam, <http://oxfam.org/en/research/labor-rights-unilevers-supply-chain> ; R. Wilshaw (2013), « Exploring the Links between International Business and Poverty Reduction: Bouquets and beans from Kenya », Oxford, Oxfam et IPL, <http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/rr-exploring-links-ipl-poverty-footprint-090513-en.pdf> ; IDH (2013), « Comprendre les questions salariales dans l'industrie du thé », Oxford, Oxfam et Ethical Tea Partnership », Oxfam, <http://oxfam.org/fr/cultivons/rapports/comprendre-les-questions-salariales-dans-lindustrie-du>
71. OIT (2011), « A new era of social justice, Report of the Director-General, Report I(A) », Conférence internationale du Travail, 100e session, Genève, 2011.
72. L. Mishel et M. Walters (2003), « How Unions Help all Workers », EPI, http://epi.org/publication/briefingpapers_bp143

73. Source : Instituto de Pesquisa Economica Aplicada et Departamento Intersindical de Estatistica e Estudos Socioeconomicas, Brésil, <http://ipeadata.gov.br>. Ensemble de données en ligne compilé par l'IPEA, voir également <http://dieese.org.br>
74. Economist Intelligence Unit (2013), « Ecuador: Quick View - Minimum wage rise in the pipeline », *The Economist*, <http://country.eiu.com/ArticleIndustry.aspx?articleid=1101039494&Country=Ecuador&topic=Industry&subtopic=Consumer%20goods>
75. S. Butler (2014), « Chinese shoppers' spend could double to £3.5tn in four years », *The Guardian*, <http://theguardian.com/business/2014/jun/03/chinese-shoppers-spend-double-four-years-clothing-western-retailers>
76. Wagemark, « A brief history of wage ratios », <https://wagemark.org/about/history>
77. CEPALC (2014), « Compacts for Equality: Towards a Sustainable Future », trente-cinquième session de la CEPALC, <http://periododesesiones.cepal.org/sites/default/files/presentation/files/ppt-pactos-para-la-igualdad-ingles.pdf> Le coefficient de Gini mesure les inégalités : une note de 0 représente l'égalité parfaite (situation où tous possèdent la même chose) et une note de 1 signifie qu'une seule personne possède tout.
78. J. Watts (2013), « Brazil protests: president to hold emergency meeting », *the Guardian*, <http://theguardian.com/world/2013/jun/21/brazil-protests-president-emergency-meeting>
79. D. Itriago (2011), « Décider de son développement La fiscalité pour combattre la pauvreté », Oxford : Oxfam, <http://oxf.am/wN4> ; FMI (2014), « Fiscal Policy and Income Inequality », document politique du FMI, figure 8, Washington, D.C. : FMI, <http://imf.org/external/np/pp/eng/2014/012314.pdf>
80. Nouveaux calculs d'Oxfam, fondés sur ceux du FMI concernant l'effort fiscal et la capacité d'imposition Une simulation a été réalisée afin d'estimer les sommes qui seraient perçues si le manque à gagner fiscal était divisé par deux d'ici 2020. En supposant que le PIB (en dollar aux prix courants) croisse au même rythme annuel moyen que celui enregistré en 2011-2012 et que la capacité d'imposition reste constante, au niveau présenté dans les chiffres du FMI.
81. Institute of Policy Analysis and Research-Rwanda (2011), « East African Taxation Project: Rwanda Country Case Study », IPAR-Rwanda, http://actionaidusa.org/sites/files/actionaid/rwanda_case_study_report.pdf
82. Voir U.S. Senate Committee on Homeland Security & Governmental Affairs (2013), « Permanent Sub-Committee on Investigations, May 2013 Hearing Report, 15 October 2013 », <http://hsgac.senate.gov/subcommittees/investigations/media/levin-mccain-statement-on-irelands-decision-to-reform-its-tax-rules>
83. Voir Parlement du Royaume-Uni, enquête de la Cour des comptes, « HM Revenue and Customs Annual Report and Accounts, Inquiry Tax Avoidance by Multinational Companies », novembre 2012 <http://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmpubacc/716/71605.htm>
84. Pour plus de détails sur les calculs et la méthodologie d'Oxfam, voir : Oxfam (2013), « La moitié des milliards «privés» cachés dans les paradis fiscaux pourrait permettre d'éradiquer l'extrême pauvreté », 22 mai, <http://oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-05-22/la-moitie-des-milliards-privés-cacheés-dans-les-paradis>
85. Barack Obama, commentaires du Président sur la réforme de la politique fiscale internationale, 4 mai 2009, http://whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-By-The-President-0n-International-Tax-Policy-Reform
86. EquityBD (2014), « Who Will Bell the Cat? Revenue Mobilization, Capital Flight and MNC's Tax Evasion in Bangladesh », document de position, Dhaka : Equity and Justice Working Group, <http://equitybd.org/onlinerecords/mnutaxjustice> ; voir également : C. Godfrey (2014), « Petits arrangements entre amis Pourquoi la réforme fiscale internationale n'inquiète pas encore les entreprises championnes de l'évasion fiscale », Oxford : Oxfam, <http://oxf.am/chP>
87. Analyse du Forum Civil, partenaire d'Oxfam au Sénégal qui œuvre pour une fiscalité équitable : <http://forumcivil.net/programme-craft>
88. C. Adams (1993), *For Good and Evil: The Impact of Taxes on the Course of Civilization*, Lanham : Madison Books.
89. Pour en savoir plus, consulter : C. Godfrey (2014), op. cit.
90. FMI (2014), « Spillovers in International Corporate Taxation », document politique du FMI, <http://imf.org/external/np/pp/eng/2014/050914.pdf>
91. S. Picciotto, « Towards Unitary Taxation of Transnational Corporations », Tax Justice Network (décembre 2012), http://taxjustice.net/cms/upload/pdf/Towards_Unitary_Taxation_1-1.pdf
92. La Commission européenne a proposé une taxe de 0,1 % sur les actions et obligations et de 0,01 % sur les produits dérivés. Voir : http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/other_taxes/financial_sector/index_fr.htm ; D'après les calculs de l'Institut allemand pour la recherche économique (DIW), ces impôts mobiliseraient 37,4 milliards d'euros. http://diw.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.405812.de/diwkompakt_2012-064.pdf
93. Un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires en 2014 dégagerait 74 milliards de dollars de recettes, d'après les données sur les fortunes dans le monde compilées par Forbes (le 4 août 2014). L'UNESCO estime à 26 milliards de dollars le déficit annuel de financement d'une éducation de base universelle. Selon l'OMS, le déficit annuel de financement nécessaire à la fourniture de services de santé essentiels en 2015 (dont des interventions spécifiques telles que la santé maternelle, l'immunisation, pour des infections majeures telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et le renforcement significatif des systèmes de santé pour que ces services et autres interventions puissent avoir lieu) est de 37 milliards de dollars. Voir UNESCO, 2014. *op.cit* et OMS (2010), *op.cit*.
94. G. Verbist, M. F. Förster et M. Vaalavuo (2012), « The Impact of Publicly Provided Services on the Distribution of Resources: Review of New Results and Methods », documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations, no 130, publication de l'OCDE, p. 60, http://oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-impact-of-publicly-provided-services-on-the-distribution-of-resources_5k9h363c5szq-en
95. N. Lustig (2012), « Taxes, Transfers, and Income Redistribution in Latin America », *Inequality in Focus* 1(2) : juillet 2012, Banque mondiale, <http://siteresources.worldbank.org/EXTPOVERTY/Resources/InequalityInFocusJuly2012FINAL.pdf>

96. Secrétariat de l'OCDE (2010), « Growth, Employment and Inequality in Brazil, China, India and South Africa: An Overview », OCDE, <http://oecd.org/employment/emp/45282661.pdf> Ramos a également démontré qu'entre 1995 et 2005, l'éducation était le principal facteur expliquant le déclin des inégalités salariales au Brésil. Voir : Ramos (2006), « Desigualdade de rendimentos do trabalho no Brasil, de 1995 a 2005 » dans R. Barros, M. Foguel et G. Ulyssea (eds.) *Sobre a recente queda da desigualdade de renda no Brasil*, Brasília : IPEA.
97. H. Lee, M. Lee et D. Park (2012), « Growth Policy and Inequality in Developing Asia: Lesson from Korea », série de documents de travail de l'ERIA, <http://eria.org/ERIA-DP-2012-12.pdf>
98. K. Xu et al (2007), « Protecting households from catastrophic health expenditures », *Health Affairs*, 26(4) : 972–83.
99. C. Riep (2014), « Omega Schools Franchise in Ghana: "affordable" private education for the poor or for-profitteering? » in I. Macpherson, S. Robertson et G. Walford (éd.) (2014) *Education, Privatisation and Social Justice: case studies from Africa, South Asia and South east Asia*, Oxford : Syposium Books, <http://symposium-books.co.uk/books/bookdetails.asp?bid=88>
100. Suite à ses recherches, le juge Quereshi a conclu que les groupes hospitaliers privés indiens étaient de véritables « planches à billets ». Dans Qureshi, A. S. (2001), « High Level Committee for Hospitals in Delhi », New Delhi : rapport non publié du gouvernement de Delhi.
101. A. Marriott (2014), « UNE DANGEREUSE DIVERSION Le partenariat public-privé phare de la SFI en matière de santé va-t-il entraîner la faillite du ministère de la Santé du Lesotho ? », Oxfam, <http://oxf.am/5QA>
102. A. Marriott (2009), « Optimisme aveugle : Une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés dans les pays pauvres », Oxford : Oxfam. http://oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/sante-privé-optimisme-aveugle.pdf ; Banque mondiale (2008), « The Business of Health in Africa : Partnering with the Private Sector to Improve People's Lives », Société financière mondiale, Washington, D.C. : Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2008/01/9526453/business-health-africa-partnering-private-sector-improve-peoples-lives>
103. R. Rannan-Eliya et A. Somantnan (2005), « Access of the Very Poor to Health Services in Asia: Evidence on the role of health systems from Equitap », Royaume-Uni : DFID Health Systems Resource Centre, <http://eldis.org/go/homeSid=19917&type=Document#.VBbtVsJdVfY>
104. A. Cha et A. Budovich (2012), « Sofosbuvir: A New Oral Once-Daily Agent for The Treatment of Hepatitis C Virus Infection », *Pharmacy & Therapeutics* 39(5): 345–352, <http://ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4029125>
105. Allocution du Président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim lors de la conférence conjointe du gouvernement japonais et de la Banque mondiale sur la couverture universelle en matière de santé, Tokyo, 6 décembre 2013, <http://banquemoniale.org/fr/news/speech/2013/12/06/speech-world-bank-group-president-jim-yong-kim-government-japan-conference-universal-health-coverage>
106. S. Limwattananon et al. (2011), « The equity impact of Universal Coverage: health care finance, catastrophic health expenditure, utilization and government subsidies in Thailand K, Consortium for Research on Equitable Health Systems, Ministère britannique de la Santé publique, <http://r4d.dfid.gov.uk/Output/188980>
107. Voir BBC News, Business (2013), « Novartis: India rejects patent plea for cancer drug Glivec », 1er avril 2013, <http://bbc.co.uk/news/business-21991179>
108. L. Bategeka et N. Okurut (2005), « Universal Primary Education: Uganda », document d'orientation politique 10, Londres : Overseas Development Institute, <http://odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/4072.pdf>
109. B. Bruns, D. Evans et J. Luque (2012), « Achieving World Class Education in Brazil: The Next Agenda », Washington D.C. : Banque mondiale, http://siteresources.worldbank.org/BRAZILINPOREXTN/Resources/3817166-1293020543041/FReport_Achieving_World_Class_Education_Brazil_Dec2010.pdf
110. K. Watkins et W. Alemayehu (2012), « Financing for a Fairer, More Prosperous Kenya: A review of the public spending challenges and options for selected Arid and Semi-Arid counties », The Brookings Institution, <http://brookings.edu/research/reports/2012/08/financing-kenya-watkins>
111. G. Ahobamuteze, C. Dom et R. Purcell (2006), « Rwanda Country Report: A Joint Evaluation of General Budget Support 1994-2004 », https://gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67830/gbs-rwanda.pdf
112. Z. Chande (2009), « The Katete Social Pension », rapport non publié préparé pour HelpAge International, cité par S. Kidd (2009), « Equal pensions, Equal rights: Achieving universal pension coverage for older women and men in developing countries », *Gender & Development*, 17: 3, 377-88 <http://dx.doi.org/10.1080/13552070903298337>
113. OIT (2014), « Rapport sur la protection sociale dans le monde 2014/15 : Vers la reprise économique, le développement inclusif et la justice sociale », Genève : OIT, http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_245201.pdf
114. OIT (2008), « Can low-income countries afford basic social security? », document d'orientation politique sur la sécurité sociale, Genève, OIT, http://ilo.org/public/libdoc/ilo/2008/108B09_73_engl.pdf
115. S. Wakefield (2014), « Le G20 et l'égalité des sexes : Comment le G20 peut promouvoir les droits des femmes en matière d'emploi, de protection sociale et de fiscalité », Oxford : Oxfam International et la fondation Heinrich Böll, p. 7, <http://oxf.am/m69>
116. Voir : A. Elomäki (2012), « Le prix de l'austérité - Son impact sur les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes en Europe », Lobby européen des femmes, http://womenlobby.org/spip.php?action=accéder_document&arg=2053&cle=71883f01c9eac4e73e839bb512c87e564b5dc735&file=pdf%2Fthe_price_of_austerity_-_web_edition.pdf
117. A. Elomäki (2012), op. cit. En 2010, le taux d'emploi des femmes avec de jeunes enfants était inférieur de 12,7 % à celui des femmes sans enfant, contre 11,5 % en 2008. En 2010, 28,3 % de l'inactivité économique et du temps de travail partiel des femmes s'expliquaient par le manque de services de garde, contre 27,9 % en 2009. Dans certains pays, les répercussions du manque de services de garde ont considérablement augmenté. En Bulgarie, ce taux a explosé de 20,8 % en 2008 à 31,3 % en 2010 ; en République tchèque, il est passé de 13,3 % à 16,7 %.

118. I. Osei-Akoto, R. Darko Osei et E. Aryeetey (2009), « Gender and Indirect tax incidence in Ghana », Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), Université du Ghana, référencé dans J. Leithbridge (2012), « How women are being affected by the Global Economic Crisis and austerity measures », Public Services International Research Unit, Université de Greenwich, http://congress.world-psi.org/sites/default/files/upload/event/EN_PSI_Crisis_Impact_Austerity_on_Women.pdf
119. W. Wilson (2012), « Just Don't Call Her Che », *The New York Times*, <http://nytimes.com/2012/01/29/opinion/sunday/student-protests-rile-chile.html?pagewanted=all&r=0>
120. D. Elson et R. Sharp (2010), « Gender-responsive budgeting and women's poverty » In : S. Chant (éd.) (2010), « International Handbook of Gender and Poverty: Concepts, Research, Policy » Cheltenham : 2010, 524-525).
121. P. Fortin, L. Godbout et S. St-Cerny (2012), « L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux », Université de Sherbrooke, Document de travail 2012/02, http://usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/fileadmin/sites/chaire-fiscalite/documents/Cahiers-de-recherche/Etude_femmes_travail.pdf
122. CIVICUS (2014), « State of Civil Society Report 2014: Reimagining Global Governance » http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport_full.pdf
123. Les sondages réalisés par Oxfam à travers le monde relatent l'idée largement répandue selon laquelle les lois et les réglementations sont conçues pour bénéficier aux riches. Une enquête menée dans six pays (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis) a révélé que la majorité de la population pensait que les lois étaient biaisées en faveur des riches (en Espagne, 8 personnes sur 10 étaient d'accord avec cette affirmation). Voir également Latinobarometro 2013 : <http://latinobarometro.org/latNewsShow.jsp>
124. OCDE (2014), « Society at a Glance: OECD Social Indicators », <http://oecd.org/berlin/47570121.pdf>
125. CIVICUS, « Civil Society Profile: Chili », <http://socs.civicus.org/CountryCivilSocietyProfiles/Chile.pdf>
126. G. Long (2014), « Chile's student leaders come of age », BBC News, <http://bbc.co.uk/news/world-latin-america-26525140>
127. CIVICUS (2014), « Citizens in Action 2011: Protest as Process in The Year of Dissent », p. 53 <http://civicus.org/cdn/2011SOCsreport/Participation.pdf>

Le décalage qui se creuse entre les riches et les pauvres a atteint un point de non-retour. Nous pouvons le laisser s'enraciner davantage, compromettant ainsi les efforts que nous déployons pour réduire la pauvreté, ou nous pouvons impulser dès maintenant des changements concrets pour inverser la tendance. Ce précieux rapport d'Oxfam explore les problèmes engendrés par les inégalités extrêmes et les choix politiques qui s'offrent aux gouvernements pour construire un monde plus juste, avec des opportunités égales pour nous tous. Ce rapport est un appel à l'action pour l'intérêt commun. Nous devons y répondre.

KOFI ANNAN

Président de l'Africa Progress Panel, ancien Secrétaire général des Nations unies et lauréat du prix Nobel de la paix

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau en plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique www.oxfamamerica.org
Oxfam Australie www.oxfam.org.au
Oxfam-en-Belgique www.oxfamsol.be
Oxfam Canada www.oxfam.ca
Oxfam France www.oxfamfrance.org
Oxfam Allemagne www.oxfam.de
Oxfam Grande-Bretagne www.oxfam.org.uk
Oxfam Hong Kong www.oxfam.org.hk
Oxfam Inde www.oxfamindia.org
Oxfam Intermón Espagne www.oxfamintermon.org
Oxfam Irlande www.oxfamireland.org
Oxfam Italie www.oxfamitalia.org
Oxfam Japon www.oxfam.jp
Oxfam Mexique www.oxfamexico.org
Oxfam Nouvelle-Zélande www.oxfam.org.nz
Novib Oxfam Pays-Bas www.oxfamnovib.nl
Oxfam Québec www.oxfam.qc.ca

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org
Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

© Oxfam International octobre 2014

Ce rapport ainsi que plus d'informations sur la campagne À égalité ! sont disponibles sur www.oxfam.org/even-it-up

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

À ÉGALITÉ!



Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-724-5 en octobre 2014.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni

Oxfam GB est enregistré comme un organisme de charité en Angleterre et au pays de Galles (202918) et en Écosse (SC0 039042) et est un membre d'Oxfam International.